



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Visite officielle – EPR2 Penly

- Que viennent faire Emmanuel Macron et Sébastien Lecornu, en visite à la centrale nucléaire de Penly ce jeudi ? – France Bleu

Nucléaire

- « Jusqu'à 650 milliards d'euros », la relance du nucléaire est une bombe budgétaire – Reporterre
- 1e édition du FANN, le Forum de l'Alternance Nucléaire en Normandie - Normandinamik
- Paluel. Nucléaire : l'inspection de la cuve est terminée – Le courrier cauchois

Services de l'État

- Deux établissements de nuit de Rouen sanctionnés d'une fermeture administratives Normandie
- "Fraudes massives" à la carte grise : près d'un million de véhicules immatriculés frauduleusement en France – 76 actu

Collectivités territoriales et équipements publics

- Piscine, santé, logements... Dieppe-Maritime va investir 63 millions d'euros en 2026 – Info Dieppoises

Économie et vie des entreprises

- Alpine prépare le lancement de la gamme la plus complète et la plus innovante de son histoire... et conforte Dieppe ! – Normandinamik
- Infographie. Essence et gazole : la hausse spectaculaire des carburants se poursuit dans le pays de Caux - Le courrier cauchois
- Les stocks stratégiques de carburants vont-ils être débloqués à cause de la guerre au Moyen-Orient ? Ce qu'il faut savoir sur ces réserves classées secrètes – France 3
- Contrôle des prix dans les stations essence : que vérifient précisément les agents de l'État ? – France 3
- La raffinerie TotalEnergies de Gonfreville entre remise aux normes et mise au vert – Paris Normandie
- Près de Dieppe, pourquoi les anciens locaux de Centrakor sont en cours de destruction ? – Paris Normandie

Faits divers

- SNCF. [Mise à jour] Arbre sur la caténaire à Barentin : le trafic complètement rétabli entre Rouen et Le Havre - Tendance Ouest
- Un conducteur de bus scolaire contrôlé positif aux stupéfiants, près d'un collège – France 3

- Près de Duclair. Une grange de 400m² ravagée par un incendie : de nombreux pompiers étaient sur place - Le courrier cauchois
- Mort d'un collégien d'Yvetot en Grèce : une cagnotte créée pour aider sa famille – Paris Normandie
- À la suite d'une bagarre dans Dieppe, un homme outrage et se rebelle auprès de policiers – Paris Normandie

Chasse

- VIDÉO - Dans la forêt domaniale d'Eawy, l'ONF et les chasseurs comptent les cerfs la nuit – ICI Normandie

Travaux et aménagements

- Seine-Maritime. Cinq nuits de travaux sur la RD 925 : des déviations mises en place – Le courrier cauchois

Mobilité

- Seine-Maritime. Le centre d'exploitation de Bolbec : un maillon clé pour la sécurité des routes départementales - Le courrier cauchois
- Pont Colbert à Dieppe : encore un problème détecté... - Infos dieppoises
- La circulation dans le centre-ville de Dieppe temporairement perturbée : voici pourquoi - Infos Dieppoises

Solidarité

- Comment cette association de Fécamp offre des soins qui ne sont pas pris en charge par la Sécu – Paris Normandie

Environnement

- Le Haut Conseil pour le climat appelle à accélérer la sortie des énergies fossiles pour tenir les objectifs climatiques de la France – Le Monde
- 200 peupliers arrachés pour éviter la pollution d'un cours d'eau près de Dieppe - Infos dieppoises

Municipales 2026

- REPLAY. Bus gratuits, contournement est, insécurité : les candidats à l'élection municipale 2026 à Rouen se livrent à un débat sans concession – France 3
- Municipales 2026 : Dominique Taladun Chauvel présente sa liste « Yvetot Notre Ville » - Paris Normandie
- Municipales 2026 à Fécamp : trois listes en lice et une bataille qui s'annonce ouverte – Paris Normandie
- Municipales 2026 : Pauline Picard présente sa liste « Demain Duclair ensemble » - Paris Normandie
- Près de Fécamp. Prudent, le maire sortant de Toussaint brigue un second mandat sans promesses électorales – Paris Normandie
- Municipales 2026. Michel Rats, ancien maire de La Cerlangue, se représente – Paris Normandie
- Municipales 2026. Faute de successeur, ce maire de Seine-Maritime se présente une 9e fois – Paris Normandie

- Municipales 2026 à Aubermesnil-Beaumais : Christophe Fresi présente "un programme axé sur les habitants" - Infos dieppoises

Acteurs publics

- Prestations sociales des fonctionnaires de l'État : l'administration ouvre le débat pour une réforme sous contrainte budgétaire
- Aides publiques : l'administration sommée d'appliquer les nouvelles obligations de transparence
- Le statut des fonctionnaires au menu de la « revue stratégique » sur l'avenir de la fonction publique – Le Monde

Que viennent faire Emmanuel Macron et Sébastien Lecornu, en visite à la centrale nucléaire de Penly ce jeudi ? - ICI

Théophile Pedrola

4-5 minutes

Centrale nucléaire de Penly à Petit-Caux, en Seine-Maritime. ©
Radio France - Lou Benoist

Publié le mercredi 11 mars 2026 à 16:30 Mis à jour le jeudi 12 mars 2026 à 8:27

Le chef de l'État et le Premier ministre, Emmanuel Macron et Sébastien Lecornu, seront en visite ce jeudi 12 mars 2026 à Penly, sur le chantier des futurs réacteurs EPR2. Ils viennent accompagnés de plusieurs membres du gouvernement. Pourquoi ?

Le chef de l'État, Emmanuel Macron, sera à Penly (Seine-Maritime), ce jeudi 12 mars 2026. Le président de la République visitera la centrale nucléaire, en compagnie du Premier ministre eurois, Sébastien Lecornu, mais aussi de plusieurs membres du gouvernement. Un déplacement en grande pompe à l'occasion du **Conseil de politique nucléaire**.

Normalement, ce grand conseil se passe à Paris, chargé de faire le point sur la politique du nucléaire civil de la France. Cette fois, ce sera en déplacement à Penly. L'Élysée nous indique qu'il s'agit d'une occasion pour le chef de l'État de rendre compte du **début du chantier des deux futurs réacteurs EPR2** qui y seront construits. Une volonté annoncée par Emmanuel Macron [lors du discours de Belfort en 2022](#).

La construction des réacteurs en eux-mêmes n'a pas encore débuté, il s'agit là de travaux préparatoires, mais plus de 1.000 personnes travaillent déjà sur place, pour un début de chantier concernant les installations nucléaires en 2029 pour une **mise en service prévue en 2038** pour le premier des deux nouveaux

réacteurs. Rappelons qu'il y a déjà deux réacteurs ancienne génération en service à Penly.

Visite de chantier suivie du conseil de politique nucléaire

Emmanuel Macron ne sera donc pas seul en Seine-Maritime, il viendra accompagné du Premier ministre, ainsi que des ministres de l'Économie, des Affaires étrangères, des Armées, de la Recherche ou délégué à l'Énergie, indique l'Élysée.

Ils visiteront à partir de 14h30 le chantier avant de commencer une heure après le conseil de politique nucléaire, jusqu'en fin d'après-midi.

Une visite qui n'est pas du goût de tous : plusieurs élus locaux, de Dieppe, Eu, Le Tréport, Flocques ou Arques-la-Bataille, dénoncent dans une lettre le fait de ne pas avoir été prévenus de cette visite, eux qui aimeraient aussi **interpeller le chef de l'État** concernant l'inflation ou le coût de l'essence.

- [Énergie](#)
- [Énergie nucléaire](#)
- [Centrale nucléaire](#)
- [Emmanuel Macron](#)
- [EDF](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Quelques heures après la démission de François Bayrou, Emmanuel Macron a nommé un nouveau Premier ministre ce mardi soir. Il s'agit de Sébastien Lecornu, qui était jusqu'à présent ministre des Armées.

Le 09/09/2025 à 19:57

- Le Normand Sébastien Lecornu a été nommé Premier ministre par Emmanuel Macron ce mardi 9 septembre. Le désormais ex-ministre des Armées remplace François Bayrou. L'élus eurois a fait partie de tous les gouvernements depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017.

Le 09/09/2025 à 19:52

- Sébastien Lecornu est renommé Premier ministre ce vendredi soir, a annoncé l'Élysée dans un communiqué, alors que le chef du gouvernement a mené d'ultimes négociations avec les forces politiques pour arriver à un compromis sur le budget.

Le 11/10/2025 à 05:04

- Le Premier ministre Sébastien Lecornu a remis sa démission à Emmanuel Macron, qui l'a acceptée, ce lundi. Une démission actée au lendemain de l'annonce d'une partie de son équipe gouvernementale. Sébastien Lecornu a indiqué ce lundi que les conditions n'étaient plus remplies" pour gouverner.

Le 06/10/2025 à 11:24

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

« Jusqu'à 650 milliards d'euros », la relance du nucléaire est une bombe budgétaire

Reporterre

6-7 minutes

Alors que le deuxième sommet mondial sur l'énergie nucléaire s'ouvrait à Paris le 10 mars, Greenpeace alerte sur le coût de la relance nucléaire, qui pourrait atteindre des centaines de milliards d'euros. Et ce, sans modèle de financement robuste.

Quinze ans jour pour jour après la catastrophe de Fukushima, le gratin mondial du nucléaire se retrouvait sur l'île Seguin, le 10 mars, au milieu de la Seine, pour le deuxième sommet consacré à cette énergie décarbonée. Au menu : comment accélérer une relance de l'atome partout dans le monde et son corollaire : comment la financer ?

La cérémonie d'ouverture a été brièvement perturbée par deux militants de Greenpeace venus interpeller les hôtes de ce raout : le président Emmanuel Macron et Rafael Grossi, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Les activistes ont déployé des banderoles dénonçant la dépendance de l'entièreté du secteur à la Russie. Ils ont pointé le commerce d'uranium entre Paris et Moscou et le rôle de Rosatom, l'entreprise nucléaire d'État russe, accusée de complicité dans [l'occupation de la centrale ukrainienne de Zaporijia](#).

Sans un mot pour ses partenaires russes, Emmanuel Macron a, lui, défendu la relance mondiale du nucléaire comme un levier essentiel de la décarbonation. Le président français a insisté sur la nécessité de standardiser les réacteurs pour éviter les dérives industrielles, comme celles qui contaminent encore le chantier d'Hinkley Point en Grande-Bretagne, où le prix unitaire des réacteurs est passé de 12 à 26 milliards d'euros ! « *On ne peut pas être rentable et compétitif si on fait des prototypes à chaque fois* », a-t-il reconnu.

Petite bombe budgétaire

Le chef de l'État s'est ainsi posé en VRP de la filière française, citant les soutiens publics déjà mobilisés : plan France 2030, la Caisse des dépôts mais aussi les 400 millions d'euros promis par la Banque européenne de reconstruction et développement (Berd), notamment pour une usine d'enrichissement d'Orano. Il a également appelé les investisseurs privés à participer à l'effort de nucléarisation de la planète. *« Nous devons mieux financer ces projets », a-t-il plaidé, rappelant qu'« on sort d'un monde où tout avait méthodiquement été fait pour que rien — ni les banques ni les assureurs — ne puisse financer le nucléaire ».*

Mais un élément frappe : à aucun moment ne sont évoqués les montants en jeu qui dépassent souvent la dizaine de milliards d'euros. Les intervenants, issus de la Berd, la Banque européenne d'investissement (BEI), des agences multilatérales, des banques privées ou des fonds d'investissement, restent étrangement silencieux sur la facture réelle et le niveau de rentabilité des projets qu'ils financent.

[Lire aussi : L'EPR « n'est pas rentable », tranche la Cour des comptes](#)

Voilà pourquoi Greenpeace a voulu remettre des chiffres dans le débat. Dans [une analyse publiée récemment](#), l'ONG tente d'estimer le coût de la relance nucléaire inscrite dans la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Petite bombe budgétaire glissée dans le moteur de la PPE, ce document met sur la table un ordre de grandeur vertigineux : 380 à 650 milliards d'euros, et encore... dans un scénario optimiste où l'industrie tiendrait ses promesses de coûts et de délais.

Un « quoi qu'il en coûte » nucléaire

« Ce “quoi qu'il en coûte” nucléaire, dans un contexte de profonde austérité budgétaire et d'exigences d'économies de plusieurs dizaines de milliards d'euros sur le budget de l'État, démontre l'exception dont bénéficie le nucléaire en France », souligne Greenpeace dans son rapport.

Pour rappel, EDF assure pouvoir ériger six EPR2 pour la modique somme de 12 milliards d'euros pièce. Ce qui, au vu des expériences passées, [notamment à Flamanville](#) ou à Hinkley Point, laisse dubitatif.

En France, le cœur de la relance repose sur la construction de six EPR2 — à Penly, Gravelines et au Bugey — une nouvelle (encore !) génération de réacteurs. Il s'agit aussi d'engager, à partir de 2030, la construction de huit autres. Sans aucun montant final, à ce jour. Selon l'analyse de Greenpeace, ce seul volet représenterait 221 à 404 milliards d'euros.

Las, ces réacteurs ne sont qu'une partie de l'équation. Derrière eux se déploie tout le cycle du combustible, des usines de retraitement aux installations de fabrication de combustible. La modernisation de ces infrastructures — notamment à La Hague et à l'usine Melox située dans le Gard — pourrait représenter 55 à 78 milliards d'euros.

Prolonger la durée de vie du parc nucléaire

À ces investissements s'ajoute un autre chantier colossal : maintenir en activité les centrales actuelles. La PPE prévoit de prolonger la durée de vie du parc nucléaire français jusqu'à cinquante ans, voire soixante ans, pour la plupart des réacteurs. Une stratégie qui suppose de multiplier les visites décennales et les travaux de sûreté. Selon les estimations de l'étude, ces prolongations représenteraient 99 à 125 milliards d'euros supplémentaires.

Et encore, cette addition n'intègre pas l'extension possible du site de stockage géologique de déchets nucléaires Cigéo — aujourd'hui budgété à 35 milliards d'euros — ou les coûts d'adaptation de ces usines atomiques au [changement climatique](#).

Dans ce contexte, Greenpeace appelle à repousser la décision finale d'investissement sur les nouveaux réacteurs après l'élection présidentielle de 2027... au risque de voir arriver d'autres thuriféraires de l'atome au pouvoir. Pour rappel, le RN n'a pas hésité à mentionner le chiffre de 35 EPR à construire pour renouveler le parc actuel. Encore des promesses, sans l'ombre du début d'un modèle de financement robuste.

1e édition du FANN, le Forum de l'Alternance Nucléaire en Normandie - Normandinamik

Jacques-Olivier Gasly

4-5 minutes



Le FANN, un forum en ligne, gratuit, pour faciliter les recrutements des alternants du nucléaire normand !

Rendez-vous du 7 au 9 avril 2026 pour la première édition du Forum de l'Alternance du Nucléaire en Normandie (FANN), un événement gratuit, 100 % digital organisé dans le cadre du projet régional 3NC* (Normandie Nucléaire Nouvelles Compétences). Pendant trois jours, lycéens, étudiants et jeunes en recherche d'alternance pourront entrer en contact direct avec les entreprises de la filière nucléaire qui recrutent dans le cadre du fort développement de cette industrie en Normandie.

Pour les candidats : plus de 40 entreprises et des centaines d'offres d'alternance

Le FANN, événement 100 % gratuit et digital, offrira un espace unique de mise en relation entre les candidats à la recherche d'une alternance et les recruteurs locaux mais aussi la rencontre avec des écoles partenaires du projet 3NC.

Les participants pourront consulter des centaines d'offres de postes

en alternance, proposées par un grand nombre d'entreprises allant de TPE aux grands groupes comme EDF et Orano. Ces offres seront réparties dans les six grands domaines de formation du nucléaire : automatisme et systèmes électriques ; génie nucléaire et exploitation ; ingénierie nucléaire et mécanique / maintenance ; management et fonctions supports ; systèmes d'information ; travaux publics et génie civil. Ils pourront échanger directement avec les entreprises et participer à des entretiens en ligne du 7 au 9 avril.

L'événement sera également l'occasion pour eux de découvrir la diversité des métiers du secteur comme les différents parcours de formation disponibles en Normandie. Les établissements engagés dans des formations 3NC pour la filière nucléaire, du CAP au Bac+6, présenteront leurs cursus et les spécificités de leurs enseignements à l'occasion de plusieurs directs organisés durant les 3 jours du FANN.

Pour les entreprises : un recrutement rapide et efficace

Pour les entreprises de la filière nucléaire normande, le FANN est l'occasion de se faire connaître auprès de candidats à l'alternance et de recruter leurs futurs talents. Chacune d'entre elles disposera pendant l'événement d'un espace dédié pour présenter ses activités, ses métiers et les postes qu'elle propose en alternance. Les recruteurs pourront identifier les profils adaptés à leurs besoins et dialoguer directement avec les candidats.

Informations pratiques

Le Forum de l'Alternance Nucléaire en Normandie est un événement digital entièrement gratuit. Pour y participer, les jeunes intéressés peuvent s'inscrire dès maintenant en ligne pour déposer leur CV, consulter les offres disponibles et prendre rendez-vous pour des entretiens avec des recruteurs et participer aux directs organisés, les 7, 8 et 9 avril 2026.

**Le projet 3NC – “Normandie Nucléaire, Nouvelles Compétences”. Le FANN est une initiative portée par le projet 3NC et l'Université des Métiers du Nucléaire, Normandie Energies, le GIPNO et l'Agence régionale de l'Orientation et des Métiers de Normandie. Le projet 3NC vise à renforcer les capacités de formation de l'ensemble des métiers techniques liés au nucléaire. Doté d'un budget de 64 millions d'euros, avec ses 38 partenaires, il*

ambitionne de former 5 400 jeunes par an d'ici 2029, dont plusieurs milliers en alternance, afin d'accompagner la montée en puissance de la filière nucléaire en Normandie. 3NC est une opération soutenue par l'Etat dans le cadre de l'AMI « Compétences et Métiers d'Avenir » du programme France 2030.

Paluel. Nucléaire : l'inspection de la cuve est terminée

Nicolas Durand

~3 minutes

Bilan, interrogations et perspectives : la commission locale d'information du nucléaire a tenu sa réunion plénière jeudi 26 février.

Dernières nouvelles des VD4

C'est l'événement dans le nucléaire cauchois et personne n'a pu passer à côté des 4^{es} visites décennales (VD4) de la centrale de Paluel. Actuellement en cours, plusieurs étapes concernant la première tranche sont désormais terminées. Le réacteur a été mis à l'arrêt et le cœur a été rechargé. Le contrôle de l'intégrité de la cuve (recherche de fissures et autres fragilités...) est également terminé. Il a été effectué à l'aide d'un robot d'inspection qui a analysé chaque centimètre carré de la cuve.

Les prochaines étapes, qui doivent intervenir dans les prochains jours, concernent le remplacement d'un rotor, des 80 000 tubes du condenseur qui sert à refroidir la vapeur ainsi que l'épreuve de l'enceinte. Cette dernière consiste à mettre sous pression le bâtiment réacteur afin de détecter d'éventuelles fuites.

Arrêts automatiques et déchets

Cette réunion plénière, c'est aussi l'occasion pour les associations de questionner le directeur de la centrale de Paluel mais aussi l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection sur leurs préoccupations. Concernant la centrale de Paluel, des interrogations sur les arrêts non prévus ont été évoquées, notamment celui lié au banc d'alevins. *"Nous avons des mécanismes de protection automatique du réacteur qui se mettent en service "*, souligne Silvère Roger, directeur du site cauchois. *"Nous avons également une convention avec un pêcheur :*

lorsqu'un banc d'alevins est signalé, le délai de déclenchement est d'une dizaine d'heures, mais cela permet de redémarrer dans de bonnes conditions. Ces événements font l'objet d'une communication directe", insiste-t-il.

Autre interrogation, celle de Jean-Paul Dujardin de l'association "Stop EPR, ni à Penly ni ailleurs" sur le tri des déchets liés au VD4. "Dans quelle catégorie vont-ils être orientés ?" "Tout dépend", répond le directeur. "Nous avons deux filières bien distinctes : on identifie la provenance du déchet et soit il part en filière conventionnelle, soit tout ce qui sort du bâtiment réacteur part en filière spécifique. L'Autorité de sûreté réalise des inspections sur ces thématiques."

Deux établissements de nuit de Rouen sanctionnés d'une fermeture administrative

Jérémy Chatet avec Sylvain Auffret

4–5 minutes

La préfecture de la Seine-Maritime a sanctionné d'une fermeture administrative le bar du centre-ville de Rouen le Comité des fêtes ainsi que la boîte de nuit le Bella Night.



Par Jérémy Chatet avec Sylvain Auffret

Publié: 11 Mars 2026 à 12h16 Temps de lecture: 2 min

Deux établissements de la vie nocturne de Rouen ont été sanctionnés d'une fermeture administrative décidée par la préfecture de la Seine-Maritime.

Rixe et blessures au visage

[Le Comité des fêtes](#), situé au 72 rue de la Vicomté et ouvert depuis mars 2025, est fermé pour quinze jours depuis le 9 mars jusqu'au 26 mars, « à la suite d'une rixe au sein de l'établissement le 30 janvier 2026 », nous indique la préfecture de la Seine-Maritime. « Après audition de la personne ayant provoqué la rixe, il s'est avéré qu'elle était alcoolisée après avoir consommé plusieurs verres au bar. Cet établissement avait déjà fait l'objet d'un avertissement en décembre 2025 pour nuisances sonores. » D'après nos informations, la victime de la rixe aurait subi plusieurs coups au visage, au niveau de la pommette, lui occasionnant 10 jours d'ITT.

Fermetures tardives

[Le Bella Night](#), boîte de nuit située 64 route de Bonsecours, a lui été sanctionné d'une fermeture administrative de 21 jours qui a pris effet le 10 mars pour s'achever le 30 mars. Celle-ci a été prise en raison de plusieurs fermetures tardives constatées de l'établissement. « *Un avertissement a été notifié à l'établissement le 24 septembre 2025. Les mêmes faits (fermeture tardive) ont été constatés le 13 janvier 2026* », précisent les services de l'État.

Lire aussi



[Le SDF refuse de payer l'hôtel et agresse le gérant à Saint-Étienne-du-Rouvray](#)



[Avec près de 30% des commerces, la mode se réinvente dans l'hyper-centre de Rouen](#)





[Oissel. Yanis Ruffinella, 12 ans et déjà champion de France de ball-trap](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Le SDF refuse de payer l'hôtel et agresse le gérant à Saint-Étienne-du-Rouvray](#)





[Municipales 2026 à Rouen : propreté, sécurité, transports... On a comparé les propositions des candidats](#)



[Accident sur la N28 entre Abbeville et Rouen : trois véhicules impliqués](#)



[Municipales 2026 à Rouen : un sondage donne Nicolas Mayer-Rossignol en tête et quatre candidats au second tour](#)





[Municipales 2026 à Rouen. Jean-Louis Louvel annonce son soutien à la liste de Nicolas Mayer-Rossignol](#)



[Avec près de 30% des commerces, la mode se réinvente dans l'hyper-centre de Rouen](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

"Fraudes massives" à la carte grise : près d'un million de véhicules immatriculés frauduleusement en France

4–5 minutes

Un rapport de la Cour des comptes fustige le plan "Préfecture nouvelle génération" déployé depuis novembre 2017 en France, car ayant entraîné de dérives frauduleuses.

Sur le même thème

[Automobile](#)

[Carte grise](#)

[Fraude](#)



Un rapport de la Cour des comptes dénonce l'externalisation des démarches de cartes grises, une « dérive » qui a conduit à des « fraudes massives ». (©ROMAIN DOUCÉLIN / Hans Lucas / AFP)

Par [Rédaction Actu](#) Publié le 12 mars 2026 à 7h10

Un rapport à paraître ce jeudi 12 mars 2026 dénonce l'**externalisation des démarches de cartes grises**, à travers [le plan « Préfecture nouvelle génération »](#), mis en place à partir du

6 novembre 2017.

Ce rapport, signé par la Cour des comptes, évoque **une « dérive »** ayant conduit à des **« fraudes massives »**. Aussi, l'institution appelle à une « reprise en main » urgente par l'État.

« Cette large privatisation a ouvert des brèches »

Comme le rappelle la [Cour des comptes](#), le « Plan préfectures nouvelle génération » de 2017 a entraîné « la **fermeture des guichets** de [cartes grises](#) et à la **dématérialisation intégrale des démarches** liées à l'immatriculation des véhicules ».

Auparavant assuré par les agents des préfectures, l'enregistrement des opérations dans le système d'immatriculation des véhicules (SIV) est depuis lors confié à plus de 30000 opérateurs privés, professionnels du secteur automobile en premier lieu, auxquels l'Etat a délivré des habilitations.

Or, « **cette large privatisation a ouvert des brèches** qui ont permis à tout le spectre de la [criminalité](#) (de la petite délinquance au crime organisé) de pénétrer avec facilité dans ce système d'information », contestante les sages de la rue Cambon.

Des garages « fictifs »

Ce n'est pas tout : le rapport de la Cour des comptes fustige aussi le fait que « **l'État n'a pas souhaité mettre en place des contrôles en amont** des enregistrements dans le SIV, afin de donner la priorité à une délivrance rapide des [certificats d'immatriculation](#) ».

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Conséquence : **des « fraudes massives » qui ont « pu prospérer pendant de longues années »**. « L'illustration la plus éloquente » est toute trouvée par l'institution.

[Elle vient de] garages fictifs qui ont permis l'immatriculation frauduleuse, selon une estimation qui n'est que partielle, de près d'un million de véhicules.

Ce qui a généré un **manque à gagner de plus 550 millions d'euros** pour l'État et les collectivités locales sur la seule période

2022-2024.

Une « reprise en main » urgente est impérative

En résumé, déplore la Cour des comptes, l'État tarde à réagir et les premières mesures prises à partir du printemps 2025 « demeurent **insuffisantes** ». Une « reprise en main par l'État » urgente est **impérative**, poursuit la Cour.

L'organisme appelle l'État à **réduire « de façon drastique le nombre des acteurs privés** habilités à accéder directement au SIV » pour s'en tenir à des « tiers de confiance ».

Enfin, il souhaite voir restauré un « principe de **contrôle en amont** de toutes les demandes d'enregistrement dans le SIV » pour couper court aux tentatives de [fraude](#).

Source : AFP.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Piscine, santé, logements... Dieppe-Maritime va investir 63 millions d'euros en 2026

5–6 minutes

Les élus de l'Agglomération Dieppe-Maritime ont voté le budget de 2026 mercredi 4 mars. Une enveloppe de 63 millions d'euros sera consacrée aux investissements.

Sur le même thème

[Budget](#)

[Dieppe-Maritime](#)



Le budget de l'Agglomération Dieppe-Maritime a été voté sans aucun débat. ©Les Informations dieppoises

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 11 mars 2026 à 16h11

« On va vraiment voter comme ça 138 millions d'euros sans discuter ? », interroge Sébastien Jumel. Le président de l'**Agglomération Dieppe-Maritime** était assez surpris, mercredi 4 mars 2026. Les élus devaient voter le **budget de 2026** et il faut croire que le président s'attendait à du débat. Ce qui n'a pas été le cas, seul l'élú du Rassemblement national s'est abstenu. Face à l'absence d'échanges, Sébastien Jumel n'a pas manqué

d'humour en se targuant de dire : « Que de chemin parcouru pour avoir un budget voté aussi unanimement », sourit-il.

Pour 2026, le budget est d'un peu plus de 138 millions d'euros, soit environ 71 millions pour les dépenses en fonctionnement et 63 millions pour les investissements. « Chaque euro dépensé par Dieppe-Maritime doit être un euro utile en termes de service aux habitants et aux communes du territoire », rappelle Sébastien Jumel.

Afin de soutenir les communes de l'Agglomération, le fonds de concours qui permet de les accompagner est prolongé jusqu'à fin 2026. L'enveloppe est de 454 000 €. Quant à la sécurité et au secours, le budget alloué au Service départemental d'incendie et de secours est en augmentation de 54 000 €, soit 1,865 million d'euros cette année.

Santé

Les travaux du centre intercommunal de santé de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#) démarrent dans les prochaines semaines. Près de 726 000 € sont inscrits dans le budget pour la construction du bâtiment. Ce montant inclut l'installation de locaux modulaires pour l'antenne Pasteur du centre hospitalier.

Logement

Pour la friche Gondrand, le projet rue Louis-Fromager, le Val-d'Arquet, l'ancienne laiterie, le site Carnot d'Arques-la-Bataille et les berges de l'Arques, l'Agglomération va consacrer 1 674 000 € pour augmenter l'offre de logements.

Eau et assainissement

Pour l'eau, l'Agglomération va emprunter car les investissements sont à hauteur de 3,1 millions d'euros avec un renouvellement des réseaux, la canalisation de refoulement du captage d'Etran, ou encore le suivi de la qualité de l'eau pour 130 000 €.

L'assainissement représente des investissements de 3,56 millions d'euros et concerne principalement la finalisation du transfert des effluents d'Arques-la-Bataille vers Dieppe, avec la démolition de l'ancienne station d'épuration, pour 45 000 €. Le schéma directeur d'assainissement communautaire sera mis à jour pour les dix ans. Cette année, 590 000 € ont été inscrits au budget.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Aménagements

Dieppe-Maritime soutient le Transmanche pour 691 000 € et Ports de Normandie pour 220 000 €. Il y a aussi une aide pour la future cité de l'énergie face à la gare, l'aménagement de la zone d'activités Eurochannel 3 avec notamment 1,4 million d'euros pour les fouilles archéologiques. L'entretien des zones d'activités économiques va se poursuivre. Il ne faut pas oublier la piscine Delaune pour 8,877 millions d'euros et le pôle d'échange multimodal de la gare pour 150 000 € rien que pour les études de maîtrise d'œuvre.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Transport

Après la réouverture du pont Colbert, un nouveau réseau de transport urbain sera à définir. L'aménagement de la piste cyclable entre Dieppe et Pourville est inscrit au programme d'investissement pour un montant de 250 000 €.

Un schéma directeur cyclable sera élaboré. Une étude de 60 000 € permettra de définir une stratégie avec des solutions dévoilées d'ici la fin de l'année.

Développement durable et déchets

La modernisation des équipements pour les déchets représente une enveloppe légèrement inférieure à trois millions d'euros. Il y aura de nouvelles bennes supplémentaires, pour 700 000 € environ, de nouvelles colonnes aériennes et enterrées. De nouveaux composteurs seront achetés et déployés à Dieppe et hors de Dieppe.

En matière de développement durable, 69 000 € seront consacrés à la protection d'espaces naturels remarquables.

Le projet de réseau de chaleur avance petit à petit : 80 000 € seront dédiés à l'élaboration du cahier des charges.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Alpine prépare le lancement de la gamme la plus complète et la plus innovante de son histoire... et conforte Dieppe ! - Normandinamik

Jacques-Olivier Gasly

~3 minutes

Alpine vient d'annoncer vouloir mettre l'accent sur le développement de sa gamme, qui comprend aujourd'hui le coupé sport Alpine A110, la citadine sportive Alpine A290 et le sport fastback Alpine A390, et confirme que la prochaine génération de l'Alpine A110 sera produite à Dieppe, pour perpétuer l'héritage initié par le fondateur de la marque, Jean Rédélé...

Marque française de voitures de sport haut de gamme, Alpine Cars est un élément essentiel de la stratégie futuREady de Renault Group, axée sur la croissance pour créer une activité durable et rentable. Après avoir enregistré une croissance à trois chiffres et dépassé pour la première fois de son histoire la barre des 10 000 immatriculations annuelles (10 970 véhicules vendus l'an dernier), la marque se concentre désormais sur la poursuite de son expansion.

À l'occasion de la journée stratégique futuREady de Renault Group, Alpine a réaffirmé ses ambitions, avec pour objectif de contribuer à la stabilité financière et à la performance du groupe dans le cadre de son plan à moyen terme. Pour répondre aux attentes et aux demandes du marché, la marque confirme le développement de l'Alpine Performance Platform (APP), qui servira de base à plusieurs types de carrosseries ces prochaines années : coupé, spider et 2+2, sans compromis.

La future génération de l'Alpine A110, qui reposera sur la toute nouvelle plateforme Alpine Performance Platform (APP), sera développée et produite à la Manufacture Alpine Dieppe Jean Rédélé, faisant ainsi le lien avec l'héritage et l'ADN industriel de la marque. Berceau historique d'Alpine et site de production de

l'actuelle Alpine A110 depuis la renaissance de la marque en 2017, Dieppe demeure au cœur de l'histoire d'Alpine. La production de la prochaine Alpine A110 à Dieppe s'inscrit naturellement dans cette continuité, reliant les générations passées, présentes et futures de l'emblématique sportive tout en préservant le savoir-faire unique qui caractérise Alpine depuis la vision originelle de Jean Rédélé.

Deuxième modèle 100 % électrique d'Alpine, l'A390 dont la plateforme est issue d'Ampere est un sport fastback 5 places doté de l'agilité et des performances de l'A110 et elle aussi conçue et fabriquée en France, dans l'usine historique de la marque, la Manufacture Alpine Dieppe Jean Rédélé.

Infographie. Essence et gazole : la hausse spectaculaire des carburants se poursuit dans le pays de Caux

Cédric Thomire

~3 minutes

La prolongation du conflit au Moyen-Orient, et le blocage du détroit d'Ormuz font paniquer les marchés financiers. Le baril de pétrole a flambé, lundi 9 mars, de 30% en quelques heures (il a dépassé les 115 dollars). L'envolée est historique. Les frappes aériennes israéliennes sur de grands dépôts de stockage de pétrole à Téhéran dans la nuit du 7 au 8 mars, et l'**attaque de drones** qui a touché la principale raffinerie de Bahreïn le 9 mars ne vont pas arranger les choses.

En France, les consommateurs en payent déjà le prix. Les prix à la pompe s'envolent aussi en pays de Caux. Selon [le site internet gouvernemental prix-carburants.gouv.fr](http://le-site-internet-gouvernemental-prix-carburants.gouv.fr) c'est dans la station-service Carrefour Contact de La Mailleraye que le gazole est le plus cher à 2,23€ le litre. A Yvetot, le SP98 atteint 2,19€ le litre au Relais du Roy d'Yvetot. Le SP95-E10 est à 1,90 chez Avia à Bolbec, tandis que le SP95-E5 dépasse lui aussi les 2€ pour atteindre 2,19€, toujours au Relais du Roy.

Pas de coup de pouce de l'Etat

Pour autant, n'espérez pas un coup de pouce des pouvoirs publics pour payer la facture. Il est "*trop tôt*" pour parler de nouvelles aides à l'achat de carburant, a déclaré lundi 9 mars la ministre déléguée à l'Energie et porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon. Elle a toutefois assuré sur RTL que le gouvernement étudiait "*tous les scénarios*". Et parmi ceux-là la possibilité de "*puiser dans les réserves stratégiques de pétrole, de manière à stabiliser le marché, mais on n'en est pas encore là* ", a déclaré le ministre français, Roland Lescure, à l'occasion du G7 Finances. Plus tôt, le Premier ministre Sébastien Lecornu a annoncé dimanche "*un plan exceptionnel de 500 contrôles*" dans les stations-service par la

répression des fraudes (DGCCRF), *"entre lundi et mercredi"*, pour éviter les *"hausse abusives des prix à la pompe"*.

- **A lire aussi.** [Essence. Où trouver le carburant le moins cher en Seine-Maritime](#)

"Redonner du pouvoir d'achat"

L'association 40 millions d'automobilistes, par la voie de Pierre Chasseray, délégué général de l'association, a quant à lui déjà demandé *"l'abaissement immédiat de la TVA à 5,5 % ou de toute autre mesure permettant de redonner de la confiance et du pouvoir d'achat aux Français asphyxiés par les taxes sur le carburant"*.

Les stocks stratégiques de carburants vont-ils être débloqués à cause de la guerre au Moyen-Orient ? Ce qu'il faut savoir sur ces réserves classées secrètes

Sylvie Callier

4-5 minutes

Le prix du baril de pétrole a encore augmenté, ce mercredi 11 mars 2026. La hausse des carburants dans les stations services a des répercussions sur toutes les activités. Alors que la guerre en Iran se poursuit, le ministre de l'Économie vient de déclarer qu'il fallait "être prêts" à puiser dans les stocks stratégiques. Où se trouvent-ils ? À qui sont-ils destinés ? Explications.

Élections municipales 2026

Les stocks stratégiques de pétrole, c'est une sécurité, un "matelas" pour éviter un blocage complet de l'économie en cas de crise grave.

La guerre en Iran et le blocage du détroit d'Ormuz avec des attaques de cargos risquent fort de déclencher le signal en France. Ce mercredi 11 mars 2026, le ministre de l'Économie, Roland Lescure, a déclaré qu'il fallait "*être prêts*" à libérer les stockages stratégiques.

L'inquiétude monte dans la population, devant la hausse des prix des carburants, jusqu'à deux euros le litre de gasoil. Dans ce contexte, L'UFIP (Union française des industries pétrolières) répond aux questions sur les stocks stratégiques.

Blandine Ruty, secrétaire général de l'UFIP interviewée le 10 mars déclarait : "*nous ne sommes pas dans une situation de pénurie*". Mais elle ajoutait : "*On pilote la situation au jour le jour, c'est compliqué de faire des projections*".

Le déblocage de stocks stratégiques permet à la fois d'éviter la pénurie et de faire baisser les prix. Ce mercredi matin, le ministre

du commerce annoncé que 5% des 513 stations-service contrôlées vont être sanctionnées en raison d'"anomalies" sur l'affichage des prix.

VIDEO - Reportage de M. Stiti, P. Wilpart, P. Lagaune et J. Rousseau :

durée de la vidéo : 00h01mn25s



Le prix des carburants flambe et le détroit d'Ormuz est devenu une zone de guerre. Va t-on avoir suffisamment d'essence et de gasoil si la guerre avec l'Iran dure ? Au Havre se trouvent plusieurs des stocks stratégiques, un domaine classé secret. L'UFIP (Union française des industries pétrolières) lève une partie du voile pour rassurer les consommateurs. • ©M. Stiti/J.Rousseau/P. Wilpart/ P. Lagaune/France Télévisions

Les stocks représentent 14 millions de tonnes de produits pétroliers : du kérosène pour les avions, de l'essence, du gasoil pour les stations-services. Des hydrocarbures uniquement prévus pour l'usage civil. Les armées disposent d'autres stockages.

La localisation des stocks civils est classée secrète. 89 sites sont répartis dans toute la France (source : [SAGESS](#), société anonyme de gestion de stocks de sécurité). Une partie est enterrée dans des cavités salines près de Marseille. De source officielle, nous savons que la pointe de Caux et Le Havre en comptent plusieurs. Des pipelines alimentent les aéroports parisiens.

Les stocks stratégiques sont un dispositif géré par l'agence internationale de l'énergie (AIE). Une trentaine de pays, dont la France, impose à ses membres de constituer l'équivalent de trois mois de stocks de produits pétroliers.

[Au cap d'Antifer et au Havre, sont implantés des stockages de](#)

C'est un sujet du domaine réservé du gouvernement. Une décision rare activée par exemple lors du blocage des raffineries [de 2023](#) et en 2016 ou lors de crises géopolitiques, comme en 2022, le début de la guerre en Ukraine.

Le Japon et l'Allemagne ont indiqué, ce mercredi 11 mars, qu'ils allaient puiser dans leurs stocks stratégiques de pétrole face à la forte hausse des prix de l'énergie déclenchée par la guerre en cours au Moyen-Orient, alors que les chefs d'états et de gouvernement du G7 se réunissent ce mercredi après-midi par visioconférence pour discuter notamment de cette question.

Avec Meriem Stiti et P. Wilpart

Contrôle des prix dans les stations essence : que vérifient précisément les agents de l'État ?

Marie Lorillec

~3 minutes

Alors que les prix à la pompe se sont envolés ces derniers jours, les agents du service de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes mènent des opérations de contrôle des prix dans les stations-service. Mais que vérifient-ils exactement ?

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

513 stations-service ont été contrôlées depuis lundi 9 mars 2026 en France dans le cadre du plan mis en place par le gouvernement face à la hausse des prix à la pompe. *"5% des établissements contrôlés ont fait l'objet de suites correctives et répressives"*, a indiqué mercredi le ministre du Commerce, Serge Papin.

Il s'agissait de *"vérifier que le prix qui s'affiche sur l'écran quand vous payez à la pompe corresponde bien au prix indiqué sur le totem à l'entrée de la station-service et aussi au prix renseigné par les stations-service [sur le site du gouvernement](#)"*, a expliqué Serge Papin.

Les établissements épinglés *"ont reçu une amende"* en raison d'*"anomalies"* sur l'affichage des prix, a-t-il précisé. En cas de récidive, *"ça double"* et, si à cela s'ajoute de la *"mauvaise foi, on peut aller jusqu'à 300 000 euros au maximum"*, a précisé le ministre.

En parallèle, Serge Papin a affirmé que les prix à la pompe vont

connaître "une baisse qui va être de l'ordre probablement de 20 centimes d'euros au moins sur le gazole" ces prochains jours en France.

Cette baisse "a été annoncée par un des distributeurs, les autres le confirment aussi derrière", a-t-il affirmé, faisant référence aux [propos de Michel-Edouard Leclerc, qui a promis mercredi matin sur Franceinfo une baisse de l'ordre de 30 centimes](#) par litre d'ici deux jours.

Désormais, "il faut évidemment qu'on contrôle que ce qui s'est passé à la hausse, ça se passe aussi rapidement à la baisse parce qu'on voit bien que la situation est extrêmement instable et qu'il faut la suivre au jour le jour", a poursuivi le ministre, qui aura une réunion avec les distributeurs jeudi matin.

La raffinerie TotalEnergies de Gonfreville entre remise aux normes et mise au vert

Dorothée BRIMONT

6–8 minutes

La raffinerie TotalEnergies de Gonfreville-l'Orcher va entamer une phase importante de travaux avec arrêt de l'activité. Pendant deux mois, de fin septembre à fin novembre 2026, sont prévues une remise aux normes des infrastructures et une amélioration des équipements pour baisser les émissions de CO2.



Publié: 11 Mars 2026 à 11h21 Temps de lecture: 1 min

« C'est ce qu'on appelle le grand arrêt, explique David Marion, directeur de la plateforme TotalEnergies de Normandie. *Il intervient tous les 7 ans.* » Ou le grand carénage comme on aime dire en Seine-Maritime. Entre fin septembre et fin novembre 2026, la raffinerie de Gonfreville-l'Orcher sera à l'arrêt pour des travaux de remise en état et aux normes. Un arrêt qui permettra également la modification de certaines capacités afin de [limiter les émissions de CO2](#).





De fin septembre à fin novembre 2026, la raffinerie TotalEnergies de Gonfreville-l'Orcher sera à l'arrêt pour des travaux de remise aux normes. - DASTE Adrien – TotalEnergies

40 000 points de contrôle effectués

[Arrêter une raffinerie n'est pas un fait anodin](#). Avant cette étape, deux ans de travaux préparatoires ont été nécessaires. « *Il y a eu plus de 40 000 points de contrôle.* » Ainsi, les 300 échangeurs, la cinquantaine de capacités (ballons, tours, réacteurs...) et toutes les tuyauteries ont été testés. « *Si on met bout à bout tous les tuyaux de la raffinerie, on fait le tour de la Terre.* » Soit 40 000 km. Pour ces derniers, par exemple, « *nous avons mesuré leur épaisseur. Et à partir de là, nous avons décidé soit de les laisser, soit de les remplacer.* » Résultat : 4000 interventions sont programmées. « *Nous allons remettre en condition nos équipements pour qu'ils puissent être fiables et disponibles pendant le cycle suivant, c'est-à-dire durant les 7 prochaines années.* »

Une baisse notable des émissions de CO2

Ce grand arrêt va également permettre à [la raffinerie de se mettre, tant que possible, au vert](#). « *Nous allons baisser nos émissions de CO2 de 20 000 tonnes par an. Soit 1 % de nos émissions totales.* » Notamment en changeant les préchauffeurs d'air « *dans le DHC (Distillate Hydrocracker) pour une baisse de 3,5 kilotonnes de CO2 par an et dans la D11 (unité de distillation atmosphérique) pour une baisse de 5,2 kilotonnes de CO2 par an.* » Dans cette dernière, une modification interne des colonnes va également permettre une réduction de 1,5 kilotonne de ces émissions. Ces aménagements se montent à « *quatre ou cinq millions d'euros.* » Sur une enveloppe globale de 120 millions d'euros. TotalEnergies a pour ambition de baisser des émissions de 50 % en 2030 par rapport à celles de 2015. « *Sur le site, on va au-delà de cet objectif* », avance David Marion, sans pour autant pouvoir avancer un chiffre.

À grands travaux, grand dispositif. Sur les journées de pic, jusqu'à 2500 personnes, en plus des 1600 salariés, sont attendues sur le site. « *Ils viennent de nos entreprises partenaires, environ une cinquantaine.* » Chaudronniers, soudeurs, électriciens, mécaniciens, échafaudeurs, calorifugeurs... des corps de métiers très plébiscités en Normandie. Plébiscités par la pétrochimie ou le

nucléaire. Selon le directeur, TotalEnergies ne devrait pas subir de pénurie de main-d'œuvre. Le travail préparatoire ayant été effectué, et la fermeture d'[Exxon Mobil](#) favorisant la disponibilité des ouvriers spécialisés.

« Ça va faire vivre la ville »

« 70 % des salariés des entreprises partenaires sont des locaux. » Et donc 30 % extérieurs à la Normandie voire d'autres nationalités. Pour eux, TotalEnergies sort les grands moyens. Hôtels, campings, restaurants, commerces... les acteurs locaux ont d'ores et déjà été mis à contribution grâce « à la préparation de la logistique d'accueil. Ça va faire vivre la ville », souligne David Marion.

Les commerçants sont donc dans la boucle et bientôt le public. Une information sera émise à destination des habitants des environs.

« Dans les phases d'arrêt et de démarrage des unités, [il y a des émissions de torches](#). Par ailleurs, il y aura les travaux sur ces torchères. » En plus de ces phénomènes connus des habitants, « il va y avoir des grues, des camions, des coups de marteau... » Tout ce qui est inhérent à des travaux d'envergure.

Lire aussi

[30 000 € ? 40 000 € ? 50 000 € ?... Combien sera vendue la tapisserie exceptionnelle du Havrais Raoul Dufy ?](#)

[Un menu gastro à 18€, le cri d'alarme du HAC dans une tribune, STB... Le point actu au Havre à 20 h](#)

[Grogne au lycée François-1er du Havre : l'académie de Normandie donne des réponses](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Gonfreville-l'Orcher \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)





[30 000 € ? 40 000 € ? 50 000 € ?... Combien sera vendue la tapisserie exceptionnelle du Havrais Raoul Dufy ?](#)



[Municipales 2026. Faute de successeur, ce maire de Seine-Maritime se présente une 9^e fois](#)



Video

[Municipales 2026 au Havre. Jeunesse et éducation : les propositions des sept candidats](#)





[Un menu gastro à 18€, le cri d'alarme du HAC dans une tribune, STB... Le point actu au Havre à 20 h](#)



[Grogne au lycée François-1er du Havre : l'académie de Normandie donne des réponses](#)



[2016-2026 : comment le collectif Helios est devenu une référence de la fête électro au Havre ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Près de Dieppe, pourquoi les anciens locaux de Centrakor sont en cours de destruction ?

Loïc Potier

2-3 minutes

Les bâtiments de Centrakor de Martin-Église, près de Dieppe, sont détruits. C'est le début de l'installation d'un supermarché Aldi qui espère ouvrira la fin de l'année 2026.



Publié: 11 Mars 2026 à 16h08 Temps de lecture: 1 min

Fermé voici maintenant deux ans, l'enseigne Centrakor, spécialisée dans la décoration intérieure et extérieure a fermé ses portes à la suite d'une liquidation judiciaire. Elle était située non loin du rond-point de l'Arques, à l'entrée de Dieppe, sur la commune de Martin-Église. Rapidement l'espace commercial a trouvé preneur et [un supermarché Aldi sera construit à la place.](#)

Une surface de vente de 1000 m²

Depuis le début du mois de mars, les engins de travaux publics ont commencé leur travail en détruisant l'ancien bâtiment essentiellement fait de poutrelles métalliques.

Un nouveau bâtiment sera érigé comprenant notamment une surface de vente de 1 000 m² avec un ensemble d'aménagement le plus écologique possible et les travaux devraient durer 7 mois environ. Un parking est prévu avec des bornes pour les voitures électriques. L'ouverture du supermarché est annoncée pour la fin de l'année 2026.

Lire aussi





[À Dieppe, le petit truc en plus avec la marche et le défilé « Osons rayonner » de l'APEI Seine et Mer](#)



[Ils ont sauvé l'allure du front de mer de Mers-les-Bains : ils ont leur sculpture commémorative](#)



[Les musiciens mersois vice-champions de la compétition nationale de brass-band](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Martin-Église \(Seine-Maritime\)](#)

SNCF. [Mise à jour] Arbre sur la caténaire à Barentin : le trafic complètement rétabli entre Rouen et Le Havre

Justine Carrère

~3 minutes

Mercredi 11 mars, le trafic SNCF a été perturbé en raison d'un arbre tombé sur une caténaire où circulait le train 850403 dans le secteur de Barentin sur la ligne Paris - Rouen - Le Havre. L'incident a entraîné une panne d'alimentation électrique. 150 voyageurs ont été pris en charge et ont pu prendre un car vers Pavilly. Le trafic a été rétabli vers 16h30, confirme la SNCF qui précise "nos équipes techniques ont terminé leur intervention. La circulation des trains reprend normalement dans les deux sens de circulation". La compagnie ferroviaire informe ses clients que les conditions d'échange et de remboursement ont été assouplies. Pour une demande de remboursement il faut se rendre [ici](#).

- **A lire aussi.** [SNCF. Un train percute un arbre : trafic très perturbé entre Rouen et Paris ce matin](#)

Quelles conséquences pour les voyageurs ?

"Pendant deux heures, la ligne entre Rouen et Le Havre a été interrompue", assure Pierre Sablier, directeur SNCF Réseau pour la Normandie qui organisait ce midi une réunion de crise avec la presse. "Comme on a dû interrompre l'alimentation électrique des trains sur cette ligne, ça a aussi eu des conséquences à Rouen", poursuit-il. "La gare de Rouen a aussi été privée d'alimentation électrique pour les trains", indique-t-il. Cela a duré environ deux heures. Conséquences, cela a occasionné "des désordres. C'est pour ça que plus d'une cinquantaine de cheminots ont été sollicités pour aller là où l'incident a eu lieu, dans les gares, les trains et la salle de crise pour piloter et organiser et informer les clients".



Pierre Sablier est le directeur SNCF Réseau pour la Normandie. Mercredi 11 mars, un arbre est tombé sur des caténaires ferroviaires près de Barentin.

Ce qu'il s'est passé

"Un arbre a basculé en touchant un fil d'alimentation électrique, ce qui a créé un court-circuit", sur la ligne Paris - Rouen - Le Havre, près de Barentin indique Pierre Sablier. "Toute la partie a été coupée en alimentation parce que dans ce cas-là, la priorité c'est la sécurité des voyageurs, des agents et de l'environnement", relate-t-il. "Un fil électrique alimenté à 25 000 volts qui tombe, il faut interrompre la circulation le temps qu'on définisse un périmètre dans lequel on pourra rétablir l'électricité sans danger", ajoute le directeur SNCF Réseau.



Les équipes de la SNCF se sont réunies en salle de crise ce mercredi 11 mars à Rouen.

Des cars ont été mobilisés pour prendre en charge les voyageurs dont les trains ont été supprimés. Plus d'informations sur le compte X du réseau SNCF Nomad.

Un conducteur de bus scolaire contrôlé positif aux stupéfiants, près d'un collège

Écrit par Maeva Dumas

~2 minutes

Un conducteur de bus scolaire a été interpellé mardi 10 mars 2026, près du Havre, après avoir été contrôlé positif aux stupéfiants par les forces de police. Il fait actuellement l'objet d'une procédure judiciaire.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

C'est aux abords du collège Côte Blanche à Lillebonne (Seine-Maritime) que des policiers ont dû faire face à une scène pour le moins inhabituelle, mardi 10 mars 2026.

Lors d'un contrôle à proximité de l'établissement durant la matinée, les forces de l'ordre ont interpellé un conducteur de bus après que celui-ci s'est révélé positif aux stupéfiants.

Âgé de 31 ans, il s'apprêtait "*à assurer le transport d'élèves*", souligne la police nationale de Seine-Maritime.

Le véhicule scolaire a été immobilisé à la suite de ce contrôle et son conducteur interpellé, il fait actuellement l'objet d'une procédure judiciaire immédiate.

Près de Duclair. Une grange de 400m² ravagée par un incendie : de nombreux pompiers étaient sur place

Cédric Thomire

~1 minute

Un important incendie s'est déclaré mercredi 11 mars dans la soirée près de Duclair. Les sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime ont été alertés à 21h35 pour un feu d'origine indéterminée à Berville-sur-Seine.

A leur arrivée, les secours ont découvert une grange désaffectée totalement embrasée. Le bâtiment, appartenant au Port autonome, est la proie des flammes sur une surface d'environ 400m².

Dix-sept sapeurs-pompiers mobilisés

Pour maîtriser le sinistre, dix-sept sapeurs-pompiers et cinq engins ont été mobilisés sur place. La gendarmerie, la mairie, la capitainerie ainsi qu'un soutien sanitaire ont également été engagés.

Les secours ont procédé à une reconnaissance des lieux. Aucune victime n'est à déplorer.

L'intervention s'est terminée vers 02h30, sans victime.

Mort d'un collégien d'Yvetot en Grèce : une cagnotte créée pour aider sa famille

Brice Recotillon

4–5 minutes

Le décès d'un collégien de l'établissement Bobée d'Yvetot, lors d'un voyage scolaire en Grèce, a suscité l'émotion. Une cagnotte en ligne a été créée afin d'aider sa famille à financer les funérailles.



Publié: 11 Mars 2026 à 14h03 Temps de lecture: 2 min

Comme évoqué dans ces colonnes, [le voyage scolaire de deux classes de 3e du collège Bobée a été marqué par un véritable drame](#). Le décès d'un garçon de 14 ans alors qu'il séjournait dans une auberge de jeunesse en compagnie de ses camarades. Dans des circonstances qui restent à déterminer, l'adolescent aurait chuté d'une fenêtre de trois étages, dans la soirée du 5 au 6 mars 2026. Malgré une rapide prise en charge des secours, le décès du jeune homme sera déclaré à l'hôpital. Plongeant ses 62 camarades et six accompagnants dans le désarroi. Les membres de l'établissement catholique ont bénéficié du soutien de seize psychologues venus en renfort, à la reprise des cours lundi 9 mars 2026.

Une cagnotte ouverte par un proche

Le corps du garçon se trouve toujours en Grèce et une partie de sa famille s'est rendue sur place pour l'authentifier. Afin d'aider les siens à financer les funérailles et le rapatriement du corps, son oncle a créé une cagnotte en ligne.

« Nathan nous a quittés lors de son voyage scolaire, son dernier voyage... Lui qui était si content de partir en Grèce. Plein

d'ambition, plein d'avenir, il se projetait dans de belles réussites. Je serais toujours fier de mon neveu et filleul, écrit son oncle Samuel, à l'origine de la [cagnotte en ligne](#). Plutôt que des fleurs, cette cagnotte aidera à couvrir une partie des frais d'obsèques. »

Une enquête en cours

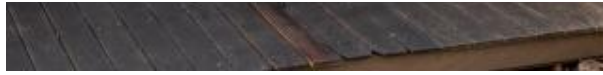
Une enquête a été ouverte par la police grecque sitôt la découverte de la jeune victime. Le procureur de la République de Rouen a également ouvert une enquête miroir « *en recherche des causes de la mort* ». Celle-ci a été confiée à la brigade de recherches de la gendarmerie d'Yvetot. Néanmoins, la brigade n'a pas vocation à mener des investigations sur les circonstances du drame. Depuis lundi 9 mars 2026, la brigade procède à l'audition des collégiens et des professeurs présents durant le voyage scolaire.

Lire aussi



[Municipales 2026 : à Criquebot-sur-Ouville, Arnaud Thiollent présente sa liste et son programme](#)





[Municipales 2026 : Pauline Picard présente sa liste « Demain Duclair ensemble »](#)



[Municipales 2026. « Vivre son village », la liste de la continuité à Sainte-Marguerite-sur-Duclair](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Yvetot \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Yvetot](#)



Video

[Municipales 2026. Bertrand Buirette veut sortir Saint-Valery-en-Caux de sa léthargie](#)



[Près de Duclair, une grange désaffectée prend feu : 17 sapeurs-pompiers mobilisés](#)



[Municipales 2026 : Dominique Taladun Chauvel présente sa liste « Yvetot Notre Ville »](#)



[Municipales 2026 : à Criquetot-sur-Ouville, Arnaud Thiollent présente sa liste et son programme](#)



[Municipales 2026 : Pauline Picard présente sa liste « Demain Duclair ensemble »](#)



Video

[Déchamps, Cibois... Découvrez la minute Municipales à Lillebonne](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

À la suite d'une bagarre dans Dieppe, un homme outrage et se rebelle auprès de policiers

Loïc Potier

2-3 minutes

Jugé dans le cadre d'une comparution immédiate au tribunal de Dieppe, mardi 10 mars 2026, un homme de 43 ans a insulté copieusement un policier en intervention et s'est ensuite rebellé. Il a été condamné à de la prison ferme.



Publié: 11 Mars 2026 à 12h36 Temps de lecture: 1 min

Les faits se sont déroulés dimanche 8 mars 2026 sous les arcades de la bourse, près du port de plaisance de Dieppe. Il est environ 16 h 15 quand la police doit intervenir pour mettre fin à une bagarre entre quatre personnes. À leur arrivée, ils n'étaient plus que deux et ils ont essayé de comprendre le motif de cette altercation. Cela serait parti d'insultes entre deux femmes et le prévenu a adressé une gifle à l'une des deux femmes.

18 mois de prison

Interpellé, l'homme de 42 ans était très enivré avec un taux de 2,68 grammes d'alcool par litre de sang et défavorablement connu des services de police. Il a insulté puis outragé sérieusement l'un des agents de police venu sur place et s'est ensuite rebellé quand il a été conduit au poste. Il a été présenté mardi 10 mars au tribunal correctionnel de Dieppe dans le cadre d'une comparution immédiate et il a été condamné à 18 mois de prison ferme avec mandat de dépôt.

Lire aussi





[À Dieppe, le petit truc en plus avec la marche et le défilé « Osons rayonner » de l'APEI Seine et Mer](#)



[Ils ont sauvé l'allure du front de mer de Mers-les-Bains : ils ont leur sculpture commémorative](#)



[Les musiciens mersois vice-champions de la compétition nationale de brass-band](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe \(Seine-Maritime\)](#)

VIDÉO - Dans la forêt domaniale d'Eawy, l'ONF et les chasseurs comptent les cerfs la nuit - ICI

Lila Lefebvre

5-6 minutes

l'ONF réalise des comptages de cerfs dans les forêts domaniales de Seine-Maritime et de l'Eure (image d'illustration). © Maxppp - FM Launette-Chêne/Naturagency

Diffusé le mercredi 11 mars 2026 à 6:31

Publié le mercredi 11 mars 2026 à 6:31

Comme chaque mois de mars, l'Office national des forêts (ONF) et les fédérations de chasse réalisent des comptages nocturnes de cervidés dans les forêts domaniales de la Seine-Maritime et de l'Eure. ICI Normandie a pu les suivre en forêt d'Eawy.

Tous les mois de mars depuis 2002, l'Office national des forêts (ONF) organise des expéditions nocturnes de comptages de cervidés dans les forêts domaniales de la Seine-Maritime et de l'Eure, dont il est propriétaire (Eawy, Lyons, Roumare et Louviers). Cette initiative, qui mobilise des agents de l'ONF et des chasseurs locaux, vise à établir un indice de présence des cerfs, biches et autres faons. L'objectif est de quantifier l'évolution des populations d'une année sur l'autre pour ajuster les plans de chasse. ICI Normandie a pu participer à un comptage au sein de la forêt d'Eawy, dans le Pays de Bray, dans la nuit de mardi 10 au mercredi 11 mars.

Une opération nocturne pour compter les cervidés

La forêt d'Eawy s'étend sur plus de 6.000 hectares, pour les parcourir, les chasseurs et les membres de l'ONF se sont répartis six parcours de 30 à 50 kilomètres, qu'ils suivent en véhicule tout-terrain. "Ça nous permet tout simplement de voir les évolutions de quantités de populations d'une année sur l'autre", explique Antoine

Cambien, responsable chasse à l'ONF. Ces comptages sont réalisés quatre nuits par an, pour obtenir des statistiques plus précises.

Pour identifier les animaux, les chasseurs se munissent de phares led à longue portée. **Ils reconnaissent les animaux à leurs yeux** qui s'illuminent dans la nuit. Les données collectées par les chasseurs sont ensuite centralisées et analysées par l'ONF, qui utilise des cartes et des tableaux pour cartographier la présence des animaux et établir des statistiques précises. Le comptage des cervidés permet à l'ONF d'établir un "*indice d'abondance*" de la présence des cervidés.

L'enjeu de la gestion des populations de cervidés

L'objectif est d'établir les plans de chasse qui déterminent le nombre d'animaux qui peuvent être prélevés par les chasseurs. L'enjeu est de trouver un juste milieu pour éviter à la fois un surpâturage nuisible aux arbres et la disparition de l'espèce. Pour établir ces plans de chasse l'ONF s'appuie aussi sur un "*indice de performance*", soit comment la forêt se régénère d'elle-même ; et un "indice de pression sur la flore", il faut que moins de 15% des plantations soient abrouties.

En fonction de ces indices, on va savoir si on veut descendre la population, la stabiliser, ou si ça peut permettre une augmentation de population, explique Antoine Cambien. Avec pour objectif de pouvoir renouveler la forêt, à la fois de ne pas laisser la population devenir très très importante, ni à l'extrême opposée, voir le cerf disparaître."

- [Saint-Saëns](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Animaux sauvages](#)
- [Chasse](#)
- [Protection de l'environnement](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies

par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, Ici Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

La journée mondiale du rein

L'info d'ici, ici Normandie (Seine-Maritime - Eure)

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Le 12 août 2022, un incendie détruisait 42 hectares de forêt à Écaquelon, près de Montfort-sur-Risle. C'était le feu de forêt le plus important dans l'Eure depuis 1976. Depuis trois ans, l'ONF travaille pour restaurer une forêt plus résiliente en s'adaptant à la réalité du changement climatique.
- Lyons-la-Forêt accueille à partir de ce vendredi, et jusqu'à dimanche, le congrès des "Plus Beaux Villages de France". La commune, qui a obtenue ce label en 1996, fait partie des trois villages de l'Eure et de Seine-Maritime. Son maire était l'invité d'ici Normandie, ce vendredi.
- La chasse et la sécurité L'équipement des chasseurs joue un rôle crucial dans la sécurité. De plus en plus de jeunes chasseurs choisissent des tenues entièrement orange, une couleur vive pour se rendre visible et pour garantir leur propre sécurité
- La forêt de Lyons, à 40 km de Rouen, est l'une des plus belles hêtraies d'Europe. Malheureusement, victime des orages du 25 juin 2025. 3 500 hectares ont été touchés, et l'Office national des forêts (ONF) a été obligé d'en interdire l'accès au public.

Seine-Maritime. Cinq nuits de travaux sur la RD 925 : des déviations mises en place

Charles Turcant

~1 minute

Entamés le 16 janvier dernier, les travaux d'enrobés sur la RD 925 se poursuivent. Ainsi, des travaux de réalisation de la couche de roulement, sur la route départementale 925 se dérouleront de nuit, de 20h30 à 6h, du lundi 16 au jeudi 19 mars pour la section entre Bretteville-du-Grand-Caux et Auberville-la-Renault ; puis du mercredi 18 au vendredi 20 mars pour la section entre Auberville-la-Renault et Epreville. Des déviations seront mises en place durant ces cinq nuits de travaux.

- **A lire aussi.** [Près de Fécamp. Encore des travaux sur la D10 : la chaussée doit être refaite seulement quelques mois après les travaux](#)

Seine-Maritime. Le centre d'exploitation de Bolbec : un maillon clé pour la sécurité des routes départementales

Cédric Thomire

3-4 minutes

Idéalement situé le long de la [D6015](#) à [Bolbec](#), le centre d'exploitation des routes du Département a été inauguré vendredi 6 mars. Plus d'un an après sa mise en service, en octobre 2024. 2,8 millions d'euros y ont été investis pour réhabiliter l'existant (sur un terrain de 4 725m²) et surtout agrandir les locaux, grâce à l'acquisition de 6 470m² sur la parcelle voisine.

Cette extension de 578m² et l'aménagement de 933m² d'espaces extérieurs complémentaires ont permis d'aménager un pôle administratif, un espace de vie, un espace de travail constitué d'une zone de garage, d'un atelier et de zones de stockage et d'étendre l'espace extérieur constitué de silos couverts, de cases de stockage et d'aires de stationnement. *"Avec ces travaux nous améliorons durablement les conditions de travail de nos agents d'exploitation, pour qu'il soit en mesure d'intervenir rapidement sur un axe départemental stratégique"*, a souligné Bertrand Bellanger, président du Département. *"Pour circuler en sécurité sur 5 800km de routes départementales et les 900 ponts, il faut des centres - nous en avons trente en Seine-Maritime - et bien les entretenir comme nous venons de le faire ici à Bolbec."*



"Pour circuler en sécurité sur 5 800km de routes, il faut des centres d'exploitation et bien les entretenir" Bertrand Bellanger

Quelles sont les missions d'un centre d'exploitation ?

Missions d'un centre d'exploitation : assurer la sécurité des routes départementales, rendre service aux usagers en salant et déneigeant, veiller à la propreté et faucher. *"En début d'année nous avons répandu sur les routes 315 tonnes de sel en une semaine"*, a précisé le responsable du centre. Quatorze agents travaillent dans ce centre. Ceux qui étaient précédemment affectés à celui de [Lillebonne](#) font désormais partie de cet effectif, après une fusion rendue nécessaire *"pour s'adapter à l'évolution du matériel et des équipements"*. Bertrand Bellanger, a expliqué que le centre de Lillebonne était *"vétuste et peu fonctionnel"*. Les locaux étaient inadaptés en termes de stockage et de sécurité des agents, a précisé le Département. A cause de sa situation géographique, l'accès aux routes départementales structurantes était difficile et même pénalisant l'hiver pour le salage et de déneigement.

[Christophe Doré](#), maire de Bolbec, a témoigné des bonnes relations qui existaient entre le centre départemental et les services techniques de la commune. *"Lors du passage de la [tempête Goretti](#), nous avons mis nos efforts en commun pour que les habitants se déplacent en sécurité."* Quant au conseiller départemental [Dominique Métot](#), il a souligné qu'en 2025, jamais le Département n'avait autant investi dans le canton.

Pont Colbert à Dieppe : encore un problème détecté...

4–5 minutes

À Dieppe, les habitants s'impatientent. Le pont Colbert n'a toujours pas rouvert. Un problème a été identifié lors des derniers essais. Explications de Ports de Normandie.

Sur le même thème

[Pont Colbert](#)

[Ports de Normandie](#)

[Travaux](#)

Article réservé aux abonnés



Les Dieppoïses sont impatientes de voir leur pont Colbert refonctionner. ©Véronique Weber

Par [Veronique Weber](#) Publié le 12 mars 2026 à 6h27

Il est au cœur de toutes les conversations à [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#), dans la rue, sur les réseaux sociaux... [Le pont Colbert](#) ferait presque plus parler que les élections municipales qui approchent. Car les habitants et les commerçants s'impatientent. Depuis plus de deux ans, ils sont privés de cet axe de circulation. Un pont en cours de rénovation qui devait rouvrir en janvier 2026,

puis fin février, puis... c'est l'inconnu.

Le 23 février dernier, **Ports de Normandie**, le maître d'ouvrage de ce chantier hors-norme indiquait dans un communiqué de presse : « À ce jour, toutes les étapes de la manœuvre n'ont pas pu être franchies avec succès et plusieurs défis techniques restent à relever, en particulier sur les questions d'hydraulique et de cinématique pour garantir la meilleure fiabilité possible. » Il indiquait que dans ce contexte, le calendrier de remise en service restait à confirmer et qu'un nouveau point d'information allait être fait fin février.

Les Dieppois s'impatientent

Seulement, sans nouvelles, **les Dieppois s'inquiètent**. « Combien de temps Ports de Normandie va laisser les Polletaises et Polletais, les commerçants, les usagers de pont (12 500 véhicules/jour et des milliers de piétons)... dans cette incertitude », s'interroge un Polletais sur Facebook.

Contacté par la rédaction, **Ports de Normandie s'explique**. Si la rotation du pont Colbert ne pose pas de souci, « les essais de manœuvres du pont de la semaine dernière ont mis en évidence un **problème au niveau du système hydraulique** qui permet le calage du pont en position routière ». Une difficulté se poserait, « car il faut un surplus de pression pour que le pont se soulève », pour qu'il se cale au niveau de la route d'accès.

Un système hydraulique des années 1900

« On a un système hydraulique qui date des années 1900 à adapter à des composants actuels », souligne Ports de Normandie.

Le maître d'ouvrage explique qu'un **diagnostic est quasiment finalisé**. Il doit permettre d'établir « la méthodologie » pour résoudre le problème. « Pour communiquer nous attendions qu'un **calendrier précis** puisse être établi », précise Ports de Normandie.

Des essais lumière

Mais la structure l'assure, toutes ses équipes ainsi que celles du groupement Eiffage Métal-Lassarat sont sur le pont, mobilisées pour permettre le plus rapidement possible la réouverture de l'ouvrage portuaire. Mais il va falloir encore s'armer de patience.

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

En attendant, cette fin de semaine des essais de **l'éclairage du pont** seront réalisés par Cegelec Sdem et dans quelques jours, les **échafaudages** de la salle des machines vont être démontés.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

La circulation dans le centre-ville de Dieppe temporairement perturbée : voici pourquoi

~2 minutes

La circulation va être temporairement complexe dans le centre-ville de Dieppe (Seine-Maritime) mercredi 11 mars 2026. Une déambulation est prévue.

Sur le même thème

[Animations](#)

[Circulation](#)

[Handicap](#)



Une déambulation pour célébrer les 60 ans d'une association qui oeuvre pour le handicap est prévue mercredi 11 mars 2026 dans le centre-ville de Dieppe (Seine-Maritime). ©APEI Seine & Mer

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 11 mars 2026 à 14h01

Soyez vigilant si vous circulez en voiture dans le **centre-ville** de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#), mercredi 11 mars 2026. La **circulation** va être temporairement perturbée, dans le cadre d'un **événement**.

L'APEI, une association qui oeuvre pour le **handicap**, fête ses 60

ans. Et à cette occasion, une **déambulation** dans les rues est prévue.

Les rues concernées

Entre 14 h et 16 h, la circulation sera momentanément interrompue :

- quai Henri-IV ou arcades de la Bourse
- Grande-Rue
- place Nationale
- rue Saint-Jacques
- rue de l'Oranger
- rue d'Ecosse
- rue du 8-Mai 1945
- boulevard du Général-de-Gaulle
- allée François-Mitterrand
- boulevard Georges-Clemenceau
- parvis Rosa-Leroy

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Comment cette association de Fécamp offre des soins qui ne sont pas pris en charge par la Sécu

Matthias Chaventré

5-7 minutes

Médecin au centre hospitalier de Fécamp, le docteur Virginie Grèlety a créé l'association Sahāya pour soutenir patients et soignants. L'objectif : financer des soins complémentaires, notamment autour de l'endométriose et du cancer, ainsi que des moments de bien-être.



Publié: 11 Mars 2026 à 18h14 Temps de lecture: 2 min

Issu du sanskrit, Sahāya signifie « aide », « soutien », « secours ». C'est ainsi que le docteur Virginie Grèlety a baptisé l'association dont elle est la présidente, suivie par d'autres professionnels médicaux. Depuis son arrivée [au centre hospitalier de Fécamp](#) il y a deux ans, en provenance du Havre, elle fourmille d'idées et son association suit plusieurs objectifs.





Virginie Grèlety, présidente de l'association Sahāya, et Didier Delahaye unissent leurs forces pour récolter des dons et soulager les autres. - DR

« Je suis investie dans la lutte contre le cancer. Depuis que je suis arrivée ici, j'ai participé aux campagnes d'Octobre rose. Il y a une journée de sensibilisation organisée dans le hall de l'hôpital », témoigne celle qui a elle-même été touchée par la maladie, tout comme son mari. *« J'avais envie d'aller un petit peu plus loin. Et, en discutant avec mes collègues qui bossent avec moi sur la douleur, j'ai compris qu'il y avait pas mal de gens motivés. Ainsi, on a monté notre association. »*



Des boîtes de collecte sont disponibles à Fécamp, Étretat, Goderville et dans leurs alentours. - DR

Des collectes contre l'endométriose

À l'hôpital de [Fécamp](#), Virginie Grèlety est spécialiste en évaluation et traitement de la douleur. À l'occasion du mois de sensibilisation à l'endométriose, elle a imaginé des boîtes de collecte de dons afin de soutenir la prise en charge de la douleur liée à cette maladie. Elles sont mises à disposition chez de nombreux commerçants et restaurants partenaires à Fécamp, Étretat, Goderville et dans leurs

alentours.

« Le but est de pouvoir offrir des soins qui ne sont pas pris en charge par la Sécu. »

Virginie Grèlety, Médecin et présidente de l'association Sahāya Aussi, Sahāya aura un stand lors de l'Urban trail de Fécamp, samedi 28 mars 2026. Les dons aideront directement les patientes suivies en consultation douleur à l'hôpital. *« Le but est de pouvoir offrir des soins qui ne sont pas pris en charge par la Sécu. Par exemple, par le biais d'un appareil. Ça coûte 80 €, mais il y a pas mal de patients qui ne peuvent pas se le payer. »*

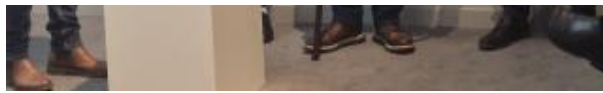
341 km à pied pour récolter des dons

L'association veut également accompagner les patients suivis en oncologie, pendant et après les traitements. En donnant accès à « des soins de support », c'est-à-dire des soins qui s'ajoutent aux traitements lourds et qui apportent une possible meilleure qualité de vie. *« Les gens qui entendent parler de la démarche trouvent cela super. »* Comme [Didier Delahaye](#), amoureux de la course à pied. Il avait l'habitude de récolter des dons pour La Ligue contre le cancer. Au hasard d'une rencontre, Virginie Grèlety lui a parlé de son action. En réponse, il a monté un projet. En une semaine, il va effectuer 341 km à pied. Au départ de l'hôpital de Fécamp le samedi 18 avril. Direction Veules-les-Roses, Offranville, Clères, Duclair, Lillebonne, Le Havre, pour revenir à Fécamp le vendredi 24 avril, au terme d'une dernière étape de 62 km.

Par ces actions, le docteur Grèlety souhaite apporter un peu de réconfort aux personnes malades. Mais aussi au personnel de l'hôpital *« qui ne va pas forcément très bien »*, par la mise en place de séances bien-être.

Lire aussi





[À Fécamp, la restauration de l'ancien canot SNSM Onésime-Frébourg progresse grâce aux soutiens](#)



[Fécamp. Quand la mémoire s'embrase au théâtre Le Passage avec « Une Histoire autrichienne »](#)



[Municipales 2026 à Saint-Léonard. Quels projets au sein de la liste menée par François Daudruy ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Fécamp \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Fécamp](#)



Video

[Comment cette association de Fécamp offre des soins qui ne sont pas pris en charge par la Sécu](#)



[À Fécamp, la restauration de l'ancien canot SNSM Onésime-Frébourg progresse grâce aux soutiens](#)





[Fécamp. Quand la mémoire s'embrase au théâtre Le Passage avec « Une Histoire autrichienne »](#)



[Municipales 2026 à Saint-Léonard. Quels projets au sein de la liste menée par François Daudruy ?](#)



Video

[Municipales 2026 à Fécamp : trois listes en lice et une bataille qui s'annonce ouverte](#)





Video

[Municipales 2026. À Fécamp, trois candidats au poste de maire et à chacun sa méthode pour battre campagne](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Le Haut Conseil pour le climat appelle à accélérer la sortie des énergies fossiles pour tenir les objectifs climatiques de la France

Audrey Garric

13–16 minutes

Cet article vous est offert

Pour lire gratuitement cet article réservé aux abonnés, connectez-vous

[Se connecter](#)

Vous n'êtes pas inscrit sur Le Monde ?

[Inscrivez-vous gratuitement](#)

- [Planète](#)
- [Climat](#)

L'instance indépendante salue l'ambition de la troisième stratégie nationale bas-carbone, mais elle doute de sa crédibilité, alors que la baisse des émissions marque le pas et que les politiques environnementales régressent.

Article réservé aux abonnés



La France est en train de se doter d'objectifs climatiques à la fois ambitieux et fragiles. Dans un avis publié jeudi 12 mars, le Haut Conseil pour le climat (HCC) estime que le projet de la troisième stratégie nationale bas-carbone, qui doit guider l'action climatique du pays jusqu'en 2050, comporte des avancées, mais souffre encore d'importantes incertitudes quant à sa mise en œuvre.

Attendue de longue date, cette feuille de route touchant tous les domaines de la vie quotidienne des Français – des transports au logement en passant par l'alimentation – devrait être publiée par décret à la fin du printemps après une nouvelle consultation publique. Le HCC, saisi pour avis par le gouvernement après la présentation du texte en décembre 2025, appelle à le renforcer et à l'adopter rapidement.

Ce document stratégique est crucial non seulement pour guider les politiques climatiques nationales, avance l'organisme indépendant, mais également pour renforcer la souveraineté énergétique et la sécurité de la France dans un contexte [où les conflits géopolitiques entraînent une flambée des prix du pétrole](#) et du gaz. Alors que des voix s'élèvent pour amoindrir les politiques environnementales, l'ingénieur agronome Jean-François Soussana, président du Haut Conseil, plaide au contraire pour « *renforcer la transition écologique* » et pour adopter une feuille de route détaillée de sortie des énergies fossiles. De quoi baisser la facture énergétique des ménages et les protéger face aux fluctuations des marchés internationaux.

Neutralité carbone incertaine

« *La sortie des énergies fossiles est un impératif stratégique* », appuie Monique Barbut, la ministre de la transition écologique. Le plan d'électrification des usages, que le gouvernement doit présenter en mai, « *s'inscrit dans cette logique pour faire de la transition écologique un moteur durable de prospérité, d'innovation et de souveraineté* », ajoute-t-elle.

Sur le plan des objectifs, le HCC juge la trajectoire proposée par cette troisième stratégie ambitieuse et globalement cohérente avec les engagements européens pour 2030 et 2040. Les Vingt-Sept visent une réduction des émissions de gaz à effet de serre de respectivement 55 % et 90 % à ces horizons par rapport à 1990. Pour y parvenir, le projet décline une centaine d'actions secteur par secteur : il s'agit, par exemple, d'atteindre en 2030 deux tiers de

ventes de voitures électriques, 21 % de grandes cultures en bio ou 250 000 rénovations d'« *ampleur* » de logements par an. Le HCC salue également l'adoption d'objectifs de réduction de l'empreinte carbone française (qui inclut les importations de biens et services produits à l'étranger) et des émissions du numérique.

En revanche, la France ne parviendra pas à tenir l'objectif réglementaire que lui assigne l'Union européenne pour ses puits de carbone naturels, en fort déclin. Les forêts, qui pâtissent des sécheresses, d'incendies, de maladies ou de coupes trop importantes, absorbent moins de CO₂ que prévu.

Newsletter

[« Chaleur humaine »](#)

[Comment faire face au défi climatique ? Chaque semaine, nos meilleurs articles sur le sujet](#)

[S'inscrire](#)

Surtout, l'horizon de la neutralité carbone en 2050 demeure incertain. Le Haut Conseil pour le climat s'interroge sur la capacité de la France à parvenir à ne pas rejeter plus de gaz à effet de serre que les puits de carbone ne peuvent en absorber. Pour les experts, la stratégie présentée en décembre 2025 prévoit encore trop d'émissions « *résiduelles* » au milieu du siècle dans les secteurs de l'agriculture et des déchets, qui ont pris du retard et dont la trajectoire est la moins ambitieuse. La feuille de route prévoit également un doublement [des technologies de captage et de stockage du CO₂](#) entre 2040 et 2050, dont la mise en œuvre rapide et la viabilité financière « *restent à démontrer* », prévient Paul Leadley, professeur d'écologie et membre du HCC.

Pour autant ces trajectoires sont-elles réalistes ? « *La crédibilité de l'accélération de la réduction des émissions se pose* », prévient la climatologue Valérie Masson-Delmotte, une autre membre du Haut Conseil. La baisse des rejets carbonés a marqué le pas ces deux dernières années (avec – 1,8 % en 2024 et en 2025), alors qu'il faudrait désormais atteindre – 4,5 % par an.

La sobriété, un levier essentiel

Le principal défi reste celui de la mise en œuvre des objectifs. Le HCC rappelle qu'une forte hausse des investissements bas-carbone sur le long terme est plus que jamais nécessaire, pour donner de la visibilité aux acteurs économiques. Or le dernier

budget a encore raboté certaines des enveloppes de l'écologie. Les réductions d'émissions dans les différents secteurs se heurtent également à des freins que le gouvernement ne parvient pas à lever : sous-investissement dans les réseaux ferroviaires ou cyclables, instabilité des dispositifs d'aides à la rénovation énergétique, reculs environnementaux sur les politiques agricoles, etc.

Le rapport souligne aussi les « *tensions* » sur la biomasse, alors que les quantités de ressources issues de la forêt ou de l'agriculture risquent de ne pas être suffisantes pour répondre aux besoins alimentaires, en énergie ou en matériaux, tout en préservant les écosystèmes.

Pour renforcer la crédibilité de la stratégie climatique française, le HCC formule plusieurs recommandations. La première concerne l'accélération de la sortie des énergies fossiles. L'institution appelle à définir un calendrier d'arrêt de leur usage plus clair que celui indiqué dans le projet – qui prévoit la fin du charbon en 2030, du pétrole en 2040-2045 et du gaz à l'horizon 2050 –, avec des modalités pour chaque secteur. « *Il faut aussi supprimer progressivement les subventions aux énergies fossiles* », qui s'élèvent à 13 milliards d'euros par an, affirme le président du HCC, Jean-François Soussana. Contrairement à 2022, le gouvernement n'envisage pas à ce stade des aides pour alléger la facture énergétique des Français qui augmente avec le conflit au Moyen-Orient.

La sobriété constitue également un levier essentiel, encore insuffisamment mobilisé selon le rapport. Du fait de l'ampleur des besoins en biomasse pour produire des carburants d'aviation verts, le HCC appelle à « *stabiliser* » le transport aérien, plutôt que d'envisager sa croissance, avec notamment [le projet d'extension de l'aéroport de Paris - Charles-de-Gaulle](#). Il s'agit aussi de réduire la consommation de produits animaux, dont la viande. L'institution appelle à renforcer les politiques de préservation et de restauration des puits de carbone naturels.

Enfin, le Haut Conseil insiste sur l'importance de maintenir des politiques européennes ambitieuses, notamment le système d'échange de quotas d'émissions. Ce marché carbone, que certains Etats membres appellent à suspendre temporairement pour faire face aux multiples crises, constitue l'un des principaux outils de réduction des émissions dans l'industrie et dans la production d'électricité à l'échelle du continent. « *Si des flexibilités*

sont mises en place, elles doivent être limitées », avertit Jean-François Soussana.

[Audrey Garric](#)

[Réutiliser ce contenu](#)

Vous pouvez lire *Le Monde* sur un seul appareil à la fois

Ce message s'affichera sur l'autre appareil.

[Ajouter un compte](#) [Découvrir l'offre Famille](#) [Découvrir les offres multicomptes](#)

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

En cliquant sur « » et en vous assurant que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui est l'autre personne ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous utilisez ce compte à plusieurs, [créez un compte pour votre proche](#) (inclus dans votre abonnement). Puis connectez-vous chacun avec vos identifiants. Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ces identifiants ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous êtes bénéficiaire de l'abonnement, connectez-vous avec vos identifiants. Si vous êtes 3 ou plus à utiliser l'abonnement, [passez à l'offre Famille](#). Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ces identifiants ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous êtes bénéficiaire de l'abonnement, connectez-vous avec vos identifiants. Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ce compte ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous utilisez ce compte à plusieurs, [passez à une offre multicomptes](#) pour faire profiter vos proches de votre abonnement avec leur propre compte. Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ce compte ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

En cliquant sur « » et en vous assurant que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Vous ignorez qui est l'autre personne ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

Lecture restreinte

Votre abonnement n'autorise pas la lecture de cet article

Pour plus d'informations, merci de contacter notre service commercial.

200 peupliers arrachés pour éviter la pollution d'un cours d'eau près de Dieppe

4-5 minutes

L'Asa, l'Association syndicale autorisée de la Scie, a lancé l'arrachage de 200 peupliers sur une parcelle de 7 000 m² à Gonneville-sur-Scie près de Dieppe. Explications.

Sur le même thème

[Catastrophe naturelle](#)

[Environnement](#)

[Pollution](#)

Article réservé aux abonnés



Une opération d'arrachages de 200 peupliers a été organisée par l'Asa de la Scie à Gonneville-sur-Scie près de Dieppe (Seine-Maritime). ©Les Informations Dieppoises

Par [Augustin Bouquet des Chaux](#) Publié le 11 mars 2026 à 6h37

Jeudi 5 mars 2026, sous un beau soleil, les machines s'affairent et renversent tronc d'arbre après tronc d'arbre sur cette parcelle de 7 000 m² à [Gonneville-sur-Scie](#) près de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#). Les

professionnels ont une dizaine de jours pour arracher **200 peupliers**. Un nouveau sacrifice écologique sur l'autel du capitalisme ? Tout le contraire ! Ce chantier est organisé par l'Asa, l'Association syndicale autorisée de la Scie, et sa présidente **Clotilde Marchand**. « Il faut profiter du temps sec pour mener à bien le chantier », souligne cette dernière. Cet arrachage de peupliers a un objectif double : endiguer les risques de pollution de la Scie et réduire les dégâts lors des tempêtes. « Le peuplier est une espèce d'arbre qui a des racines traçantes. Quand l'arbre se couche, les racines emportent une grande quantité de terre et créent des »galettes« de terre », détaille Clotilde Marchand.

Des feuilles toxiques

Les feuilles de peupliers sont également toxiques. Quand elles tombent et se désagrègent dans un cours d'eau, elles entraînent une pollution chimique de la rivière.

Au milieu des années 50, la mode était à la plantation d'arbres et le peuplier était une espèce plébiscitée pour sa capacité à grandir rapidement. Dans la région de la Scie, de nombreuses peupleraies habillent ainsi les bords des cours d'eau.

Avec le temps, les études ont prouvé que cette espèce engendrait de nombreux problèmes pour les rivières et il a été décidé de lancer des opérations massives d'arrachages.

Une opération à 25 000 €

Celle en cours actuellement sur la parcelle de Gonneville-sur-Scie a coûté 25 000 €. « Elle est financée à 80 % par l'Agence de l'eau, à 10 % par l'Asa et à 10 % par le syndicat mixte des bassins-versants », détaille Clotilde Marchand. L'opération doit se terminer avant le 15 mars car ensuite débutera la période de nidification. « Il sera alors interdit de détruire des arbres », poursuit la présidente de l'Asa.

C'est l'association qui a proposé au propriétaire de la parcelle le chantier. « La parcelle est traversée par la Scie mais jouxte également la voie de chemin de fer », souligne Clotilde Marchand.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Le bois de peuplier sera revalorisé

Le bois de peuplier sera ensuite revalorisé. « L'idée, c'est de toujours trouver un débouché au bois des arbres arrachés », ajoute la présidente de l'Asa. Historiquement, le peuplier sert notamment à la conception des boîtes de camembert ou de palettes.

La parcelle débarrassée de ses peupliers ne restera bien évidemment pas vide. D'autres espèces comme le saule, le chêne ou l'aulne seront plantés. « Ces parcelles sont de véritables refuges pour la biodiversité. C'est important de pouvoir maintenir cela », conclut Clotilde Marchand.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

REPLAY. Bus gratuits, contournement est, insécurité : les candidats à l'élection municipale 2026 à Rouen se livrent à un débat sans concession

Écrit par Mélisande Queïnnec

12-15 minutes

À quatre jours des municipales, les grands défis pour Rouen sont sur la table. Ce mercredi 11 mars 2026, Nicolas Mayer-Rossignol (PS), Marine Caron (Horizons), Maxime Da Silva (LFI) et Grégoire Houdan (RN) - les quatre principaux candidats à la mairie - sont venus débattre sur le plateau de France 3 Normandie. Voici ce qu'il faut retenir de leurs échanges.

Élections municipales 2026

Municipales, 1^{er} tour : J-4. Et la campagne bat son plein ! Pour décrypter les enjeux du vote et les détailler les propositions des candidats, France 3 Normandie a consacré un débat exclusif à Rouen, ce mercredi 11 mars 2026 en début de soirée.

52 minutes au cœur de la démocratie locale pour vous aider à faire un choix éclairé les 15 et 22 mars prochains.

Quelles ambitions pour améliorer le quotidien des Rouennais ? Quelle politique pour garantir la tranquillité publique, la propreté, la sécurité... ? Quels investissements et aménagements pour dynamiser la commune ?

Nos journalistes Bénédicte Robin et Émilie Leconte ont reçu quatre des sept candidats pour mieux comprendre leur vision de la politique locale.

- **Nicolas Mayer-Rossignol (PS)**, 48 ans, maire sortant, présente une liste de gauche rassemblée "Fiers de Rouen" avec Les Écologistes, les Communistes et Place publique. Ingénieur de formation, il est maire de Rouen depuis 2020 et président de la Métropole Rouen Normandie, ancien secrétaire délégué du Parti socialiste.

- **Marine Caron (Horizons)**, 35 ans, est la tête de liste "Réussir Rouen" pour la droite et le centre, elle est soutenue par Renaissance et Les Républicains. Elle est cheffe d'entreprise, elle était déjà candidate en 2020, élue d'opposition à la Ville et à la Métropole.
- **Maxime Da Silva (La France Insoumise)**, 32 ans, présente la liste LFI "Faire mieux pour Rouen". Il est responsable RH et événements du groupe LFI à l'assemblée nationale. Il était déjà candidat aux législatives 2024.
- **Grégoire Houdan (Rassemblement national)**, 24 ans, est la tête de liste "Rouen Conquérante !" pour le Rassemblement national et l'Union des droites, le parti d'Éric Ciotti. Déjà candidat aux législatives 2024 et délégué départemental adjoint du Rassemblement national.

Trois autres listes de gauche et extrême gauche menées par **Céline Vitard (Parti des travailleurs)**, **Amaury Renault (Nouveau Parti Anticapitaliste – Révolutionnaire)** et **Éric Moisan (Lutte Ouvrière)** convoitent également la mairie de Rouen.

Premier volet de ce qui s'annonce dès les premières minutes comme une véritable joute verbale : la lutte contre l'insécurité.

À Rouen, *"il y a beaucoup d'agressions, et pas grand-chose n'est fait contre ça, ni pour les femmes en général"*, se désole une jeune femme interrogée par nos équipes. *"C'est un peu dangereux de rentrer seule le soir, même si c'est mieux qu'à Paris"*, admet une autre. Quand un jeune homme, lui, dit se sentir au contraire *"très en sécurité"*.

Alors, comment faire en sorte que les habitants, comme ce jeune homme, éprouvent tous un sentiment de sécurité dans les rues de Rouen ? Comment lutter concrètement contre la délinquance et rendre la ville plus sûre ?

Le candidat du Rassemblement national, **Grégoire Houdan**, a fait de cette question son fer de lance. Il dénonce *"une progression spectaculaire de la délinquance"* et plaide pour un *"électrochoc d'autorité"*.

Pour assurer la sécurité des administrés, il souhaite passer de 72 policiers municipaux aujourd'hui à 150, assurer des patrouilles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, généraliser la vidéoprotection *"dans tous les quartiers"* et créer une brigade des transports pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles.

Par ailleurs, face à l'absence de renforts de policiers nationaux pourtant promis par le passé par le ministère de l'Intérieur, Grégoire Houdan défend une police municipale armée.

Marine Caron (Horizons) a elle aussi consacré un large volet de son programme à la sécurité. Elle défend, comme son concurrent du RN, un recrutement de nouveaux policiers municipaux (de 72 à 100), des policiers "*d'élite*" comme elle les appelle, formés à l'utilisation d'armes létales (sur la base du volontariat), respectés par la population et par les commerçants.

En sus, elle souhaite rallumer l'éclairage nocturne à Rouen et repenser peu à peu cette question "*de manière intelligente*" (adaptation de l'intensité lumineuse, lampadaires à détection de présence, etc.).

Pour elle, la sécurité "*n'est pas une question qui doit devenir une priorité au moment des municipales, ça doit être une priorité pendant 6 ans*".

Le candidat de La France Insoumise, **Maxime Da Silva**, défend une politique fondée sur la prévention. Il est opposé à l'armement de la police municipale et prévoit un recrutement "*massif*" de "*médiateurs et d'animateurs de quartiers*".

Il estime que ce sont les effectifs de la police nationale qui permettent véritablement de lutter contre le trafic de drogue ou les violences, pas la police municipale.

D'autre part, Maxime Da Silva plaide pour un moratoire sur les caméras de vidéosurveillance, "*particulièrement inefficaces*", selon lui. "*Ce n'est pas en mettant des caméras partout qu'on va lutter contre l'insécurité*", affirme-t-il, disant vouloir notamment investir dans des lieux d'accueil pour les victimes de violences.

Enfin, le maire sortant, **Nicolas Mayer-Rossignol** (PS), rappelle qu'il a procédé durant son mandat au recrutement de 18 policiers municipaux, réclamé - sans succès - des renforts de police nationale et renforcé la vidéosurveillance.

À Maxime Da Silva, il assure : "*les caméras servent à quelque chose. Heureusement qu'on avait des images dans certains cas judiciaires !*"

S'il confirme l'importance du volet éducatif et préventif, il affirme vouloir renforcer la brigade de nuit créée durant son mandat pour assurer des patrouilles 7 jours sur 7, mutualiser les centres de vidéosurveillance métropolitains pour optimiser la qualité du service

et mettre en place une brigade métropolitaine - *"la délinquance ne s'arrête pas aux frontières d'une ville"*.

Deuxième grand thème déployé dans ce débat, l'amélioration du cadre de vie des Rouennaises et Rouennais. Chaque candidat a des idées différentes sur la question mais à l'image des futurs administrés, la question des mobilités reste une préoccupation majeure.

Ceux à qui nous avons tendu le micro plaident ainsi pour l'extension de la gratuité des transports en commun, l'optimisation des pistes cyclables, rive droite, ou encore l'amélioration de la circulation et du stationnement des voitures - les mal-aimées des centres-villes !

Nicolas Mayer-Rossignol (PS) a œuvré, pendant son mandat, à la gratuité des transports en commun dans la Métropole Rouen Normandie pour les - de 18 ans.

Il défend une proposition qui correspond à *"des enjeux écologiques et sociaux"* et favorise l'amélioration de la qualité de l'air.

"Je suis fier de ça", clame celui qui veut "aller plus loin, progressivement". "Évidemment, ça a un coût, note-t-il, sans s'étendre sur une possible taxe foncière métropolitaine. Mais on a prouvé durant ce mandat qu'on avait une bonne gestion de l'argent public. Nous sommes dans le top 6 des métropoles les moins endettées de France, nous avons des finances très solides."

Dans la continuité, il souhaite développer l'offre de transports et étendre leur gratuité. Il défend également le Service express métropolitain, la Ligne Nouvelle Paris-Normandie et maintient son opposition au contournement est.

Du côté de **Maxime Da Silva** (LFI), *"il faut s'opposer au contournement est", un projet "d'autoroute payante", "inutile et écocide"*.

Comme l'ensemble des candidats à la mairie de Rouen, il se dit pour le développement du ferroviaire (Service express métropolitain / LNPN / nouvelle gare de Saint-Sever...) mais rappelle son opposition à l'ouverture des lignes normandes à la concurrence.

S'il est élu, il dit vouloir proposer *"une écologie populaire plutôt que punitive ou de façade"* : parkings relais, convention citoyenne pour encourager les décisions collectives, gratuité des transports en commun...

Il se fixe un objectif de gratuité totale d'ici la fin de son mandat. En priorité, cette gratuité serait appliquée aux - de 25 ans, + de 65 ans, aux familles monoparentales et aux personnes précarisées de manière plus globale.

Maxime Da Silva défend également une meilleure offre de bus. Horaires atypiques, quartiers... Tous ne peuvent en effet pas toujours facilement les emprunter.

La candidate de la majorité, **Marine Caron**, s'oppose à la gratuité totale des transports en commun.

Elle dit vouloir "*stopper les mesures dispendieuses*" : "*il faut dire la vérité aux Rouennais. La gratuité est belle sur le papier, mais ce que propose Nicolas Mayer-Rossignol représente 10 millions d'euros par an supplémentaires de dépenses, qui les finance ?*", s'interroge-t-elle, réévoquant la piste de taxe foncière métropolitaine qui pourrait précariser certaines familles, selon elle.

La candidate propose donc "*d'aller plus loin*" dans la tarification solidaire des bus (tarifs étudiants, seniors, etc.) sans en étendre la gratuité. Par ailleurs, elle prévoit d'améliorer le stationnement en centre-ville.

"*On a cherché à chasser la voiture de la ville, je plaide pour une écologie positive, on est tous usager d'une mobilité différente*", estime-t-elle. Elle soutient le contournement est, le jugeant nécessaire, et estime qu'il faut défendre les projets ferroviaires en cours.

Enfin, du côté de **Grégoire Houdan** (RN), "*la gratuité, ce n'est pas possible*". "*Il n'y a pas d'argent magique*", déclare le candidat de 24 ans, qui propose à la place un "*titre accessible longue durée*" pour améliorer le pouvoir d'achat des usagers.

Ce titre permettrait de bénéficier d'un délai rallongé pour prendre le bus avec le même ticket (aujourd'hui, il est d'1h), sans devoir en racheter un nouveau.

Côté voiture, Grégoire Houdan blâme une ville "*constamment embouteillée*" et défend ardemment la réalisation du contournement est : "*Les quais et le centre-ville sont congestionnés, il est déraisonnable de ne pas avoir un contournement pour fluidifier le transport*".

Il souhaite également créer des zones bleues et proposer un stationnement gratuit le midi en centre-ville pour encourager la fréquentation des commerces, une proposition également portée

par Marine Caron.

Enfin, pour clore un débat qui a suscité d'intenses réactions de la part des quatre candidats, nos journalistes leur ont laissé carte blanche. Ils avaient ainsi une minute pour s'exprimer sur le thème de leur choix et s'adresser directement aux électeurs.

Le maire sortant, **Nicolas Mayer-Rossignol** (PS), a assuré que Rouen progressait, *"incontestablement"*.

"Nous avons tenu nos engagements et su nous rassembler", a estimé celui qui défendait depuis le début une gestion commune de la Ville et de la Métropole, dont il est ainsi président.

Il s'est réjoui de l'arrivée de nouveaux habitants, étudiants et même touristes, et a déclaré : *"dans un contexte international inquiétant, avec des conséquences locales, le local devient un repère"*.

Concluant : *"il faut donc de la solidité, de l'expérience."*

Marine Caron (Horizons), elle, défend l'alternance, après 18 ans de socialisme à Rouen, face à l'expérience avancée par Nicolas Mayer-Rossignol.

Elle dénonce *"un cadre de vie dégradé"* à Rouen, le *"tout gratuit, que vous paierez par vos impôts"* et plaide pour *"des changements pour améliorer le quotidien"*.

Déclarant : *"Je suis la seule à pouvoir gagner face au maire sortant. Je promets d'être maire à 100%, accessible, à l'écoute, tous les jours, pendant six ans et pas pendant six mois, sans cumul des mandats"*.

Grégoire Houdan (Rassemblement national) défend *"l'écriture d'une nouvelle page"* après près de 20 ans de socialisme à Rouen : *"Depuis deux ans que je pars à votre rencontre, sur les marchés, vous me faites part de vos inquiétudes, de vos attentes. C'est une élection décisive pour l'avenir de notre territoire. Je veux remettre de l'ordre dans la rue, dans les comptes, retrouver notre identité régionale, nos grandes fêtes populaires, notre fierté d'être Rouennais"*.

Enfin, **Maxime Da Silva** se présente comme *"le bloc populaire, celui des luttes, des laissés pour compte, de la probité et du courage politique"*, en opposition au bloc *"de l'extrême droite et de son obsession sécuritaire et migratoire"* et à celui *"de la majorité"*, dont, estime-t-il, Nicolas Mayer-Rossignol fait partie.

Le candidat de La France Insoumise défend *"une autre Rouen,*

résolument à gauche, sans aucune compromission".

Les chiffres à retenir à propos de Rouen :

Les élections municipales 2026 auront lieu les 15 et 22 mars prochain. Partout dans l'Eure et en Seine-Maritime, les équipes de France 3 Normandie se mobilisent pour vous faire vivre la soirée électorale en direct.

Municipales 2026 : Dominique Taladun Chauvel présente sa liste « Yvetot Notre Ville »

Brice Recotillon

5-6 minutes

Élue d'opposition au sein du conseil municipal depuis 2020, Dominique Taladun Chauvel présente sa liste « Yvetot Notre Ville », pour les élections des dimanches 15 et 22 mars 2026.



Publié: 11 Mars 2026 à 18h07 Temps de lecture: 2 min

La campagne électorale est entrée dans sa dernière ligne droite avec le premier tour des [élections municipales](#), le dimanche 15 mars 2026, en ligne de mire. Les candidats continuent donc d'occuper l'espace public pour convaincre les habitants du bien-fondé de leur programme.

Présence régulière sur les marchés

C'est le cas de Dominique Taladun Chauvel, tête de liste pour la première fois avec « Yvetot Notre Ville ». L'élue d'opposition depuis 2020 s'est mise en ordre de marche après les fêtes de fin d'année. *« On a commencé à être présent sur les marchés du mercredi et du samedi dès le début du mois de janvier, retrace la cadre de la fonction publique. Dans un premier temps, le but était de présenter les colistiers aux habitants. Ensuite, on s'est concentré sur la présentation du programme. »*

On a l'équipe la plus jeune des quatre listes.

Parmi les 32 colistiers, seulement six personnes figuraient dans la précédente équipe d'opposition. Des profils aux horizons variés ont été recrutés et la moyenne d'âge avoisine 45 ans. *« On a l'équipe la plus jeune des quatre listes »*, se réjouit Mickaële Tahon, en

charge des relations presse.

Une liste de « droite unie »

[Dominique Taladun Chauvel](#) ne fait pas de mystère sur la couleur politique de son équipe, une liste de « droite unie ». Ainsi, le sujet prioritaire dont elle compte s'occuper en cas d'élection est la sécurité. « *C'est une préoccupation qui est souvent revenue lorsqu'on a rencontré les habitants. On souhaite développer la vidéoprotection dans la ville* », affirme-t-elle.

L'attractivité de la commune, notamment du centre-ville, est également un élément central. « *On va travailler avec les commerçants en étant bien à leur écoute. On souhaiterait dans un premier temps donner une nouvelle dimension au marché de Noël* ».

L'organisation d'un repas de Noël, ou la distribution de colis lors des fêtes de fin d'année, sont également mentionnés. « *Tous ces actions ont été chiffrées, on sera en mesure de les financer* ».

La liste complète : Dominique Taladun Chauvel, 51 ans. Marie Angèle Basille 48 ans. Daniel Burey, 73 ans. Alexandre Capon 28 ans. Audrey Dalibert 26 ans. Mickael Delaunay 51 ans. Jessica Demarais 43 ans. Pauline Dovin 37 ans. Stéphanie Dubuc 55 ans. Michel Dussaux 67 ans. Victoria Françoise 32 ans. Benoît Gauthier 41 ans. Pierre Giffard 63 ans. Solenn Gueguen 45 ans. Claudie Houdeville 36 ans. Clément Houilleux 33 ans. Cyril Karbowiak 53 ans. Delphine Langrume 51 ans. Ludovic Lauwerier 32 ans. Sindy Lebret 42 ans. Xavier Moisy 43ans. Alizée Murco 35 ans. André Nestasio 76 ans. Valentin Orange 28 ans. Franck Pilorget 46 ans. Aymeric Proux 27 ans. Thierry Soudais, 60 ans. Mickaële Tahon 40 ans. Christelle Thibout 49 ans. Yann Vandromme 40 ans. Catherine Vigreux 64 ans. Charlotte Villeneuve 43 ans. Odile Wattier 51 ans.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi





[Municipales 2026 : à Criquetot-sur-Ouville, Arnaud Thiollent présente sa liste et son programme](#)



[Municipales 2026 : Pauline Picard présente sa liste « Demain Duclair ensemble »](#)



[Municipales 2026. « Vivre son village », la liste de la continuité à Sainte-Marguerite-sur-Duclair](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Yvetot \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Yvetot](#)



Video

[Municipales 2026. Bertrand Buirette veut sortir Saint-Valery-en-Caux de sa léthargie](#)



[Près de Duclair, une grange désaffectée prend feu : 17 sapeurs-pompiers mobilisés](#)





Municipales 2026 : Dominique Taladun Chauvel présente sa liste
« Yvetot Notre Ville »



Municipales 2026 : à Criquetot-sur-Ouville, Arnaud Thiollent
présente sa liste et son programme



Municipales 2026 : Pauline Picard présente sa liste « Demain
Duclair ensemble »





Video

[Déchamps, Cibois... Découvrez la minute Municipales à Lillebonne](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026 à Fécamp : trois listes en lice et une bataille qui s'annonce ouverte

Matthias Chaventré

4–5 minutes

À Fécamp, les municipales 2026 s'annoncent disputées. Trois listes sont en lice, dont celle du maire sortant David Roussel. Il doit faire face à une union à gauche, et au retour du RN. L'équation est incertaine.



Publié: 11 Mars 2026 à 17h02 Temps de lecture: 1 min

Pour ces élections municipales 2026, les Fécampoises ont à choisir entre trois listes. La bagarre s'annonce serrée. Le maire sortant David Roussel a choisi de se présenter une nouvelle fois. Lui qui n'était qu'adjoint au début du mandat 2020-2026. Il est devenu maire lorsque Marie-Agnès Poussier-Winsback a rejoint l'Assemblée nationale et a dû céder son poste, en 2022. Aux côtés de David Roussel, [Pierre Aubry, qui avait pourtant claqué la porte de la majorité en décembre 2025](#), est revenu en février.





En 2020, à quelques voix près, la droite ne l'avait pas emporté dès le premier tour, face à deux listes de gauche. - Matthias Chaventré/
Paris Normandie

Points forts ou points faibles ?

L'union est finalement faite à droite, comme elle l'est à gauche depuis le départ de cette campagne. [À l'inverse de 2014 et 2020 où la gauche avait présenté deux listes](#). L'union sera-t-elle un point fort pour elle ? Ou une difficulté en raison de la présence de membre de La France Insoumise, un parti pointé du doigt à l'échelle nationale.

De son côté, le Rassemblement national fait son retour aux municipales à Fécamp. Avec à sa tête Serge Girard, maire jusqu'ici de Grainville-Ymauville et [président de la communauté de communes Campagne de Caux](#). Il est Fécampoïse depuis très peu de temps. Ce qui semble être un désavantage. Mais les électeurs tentés par le RN votent-ils d'abord pour l'étiquette ou pour la personne en elle-même ?

Lire aussi



[Fécamp. Quand la mémoire s'embrace au théâtre Le Passage avec « Une Histoire autrichienne »](#)





[Municipales 2026 à Saint-Léonard. Quels projets au sein de la liste menée par François Daudruy ?](#)



[À Fécamp, 25 artistes réunis à la Grand'Voile pour une exposition collective aux couleurs du printemps](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Fécamp \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Fécamp](#)





Video

[Comment cette association de Fécamp offre des soins qui ne sont pas pris en charge par la Sécu](#)



[À Fécamp, la restauration de l'ancien canot SNSM Onésime-Frébourg progresse grâce aux soutiens](#)



[Fécamp. Quand la mémoire s'embrace au théâtre Le Passage avec « Une Histoire autrichienne »](#)





[Municipales 2026 à Saint-Léonard. Quels projets au sein de la liste menée par François Daudruy ?](#)



Video

[Municipales 2026 à Fécamp : trois listes en lice et une bataille qui s'annonce ouverte](#)



Video

[Municipales 2026. À Fécamp, trois candidats au poste de maire et à chacun sa méthode pour battre campagne](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026 : Pauline Picard présente sa liste « Demain Duclair ensemble »

Brice Recotillon

5-7 minutes

Candidate aux élections municipales du dimanche 15 mars 2026, Pauline Picard présente sa liste « Demain Duclair ensemble ». Son équipe revendique un attachement prononcé à la démocratie participative.



Pauline Picard présente sa liste « Demain Duclair ensemble ». -
Photo DR



Publié: 11 Mars 2026 à 15h18 Temps de lecture: 1 min

Afin de mieux s'imprégner des préoccupations des Duclairois, [Pauline Picard](#) a choisi de s'investir durablement dans la vie locale. Tout d'abord en tant que professeur des écoles, puisqu'elle enseigne au sein de l'école élémentaire André Malraux auprès d'une classe de CM1-CM2. Mais également en tant que candidate aux élections municipales, à travers la liste sans étiquette « Demain Duclair ensemble ».

Une première candidature

Un engagement que la mère de famille de 32 ans met en perspective avec sa reconversion professionnelle. *« J'ai été responsable de secteur chez Danone et je souhaite mettre mes compétences de chef de projet au service de l'intérêt public »*, confie-t-elle.

Depuis le mois d'octobre, on a fait onze réunions de proximité pour récolter les avis des habitants.

Pauline Picard, « Demain Duclair ensemble »

Novice en politique, Pauline Picard a pu compter sur l'expérience d'une partie de ses colistiers, élus d'opposition depuis 2020, pour mener à bien sa campagne électorale. *« Depuis le mois d'octobre, on a fait onze réunions de proximité pour récolter les avis des habitants, se réjouit la candidate. On a construit un programme polyvalent avec les habitants qui mêle les thématiques du cadre de vie, l'animation locale, et les transports entre les villes voisines. »*

Un programme électoral dense qui a nécessité l'appui de ses 26 colistiers, âgés de 26 à 72 ans. *« On a des profils et des compétences vraiment différentes au sein de l'équipe. On sait de quoi on parle. »*

Les candidats Jean Delalandre et Pauline Picard s'accordent sur la bonne qualité de vie dont bénéficie la commune de 4 000 habitants. Ce qui les différencie est la part de démocratie participative appliquée lors de prise de décision. *« On ne veut pas que les décisions soient prises de manière verticale. On souhaite impliquer au maximum les habitants, qu'ils puissent proposer leurs idées »*, affirme la tête de liste de « Demain Duclair ensemble ».

À la différence des précédents scrutins, seules deux listes s'opposent à Duclair. Ce qui signifie que l'identité du futur maire sera connue au soir du dimanche 15 mars 2026. En cas d'élection, Pauline Picard envisage de prendre une disponibilité, *« peut-être pas à 100 % »*, pour être pleinement impliquée de la mission qui l'incombe.

La liste complète : Pauline Picard, Lukas Blanpain, Katia Chevalier, Joel Guery, Samantha Aubert, Victor Ponty, Caroline Delamare, David Fontaine, Aurdrey Garot, Mickaël Lecoq, Océane Cheradame, Jaouen Pairel, Nicklette Zaratiegui, Jonathan Bohu, Sylvie Guinet, Raoul Duval, Laurence Fouquemberg, Serge

Cadinot, Jennifer Boutard, Michel Leconte, Helen Peltier-Delabarre, Erick Dajon, Lyse Portail-Villette, Patrick Velly, Elodie Bouzard, Vincent Lecerf, Sylvie Vatinel.
NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Municipales 2026 : à Criquetot-sur-Ouville, Arnaud Thiollent présente sa liste et son programme](#)



[Municipales 2026. « Vivre son village », la liste de la continuité à Sainte-Marguerite-sur-Duclair](#)





[Municipales 2026. Joël Thomas candidat à Sainte-Marguerite-sur-Duclair avec « L'équipe qui vous ressemble »](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Duclair \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Yvetot](#)



Video

[Municipales 2026. Bertrand Buirette veut sortir Saint-Valery-en-Caux de sa léthargie](#)





[Près de Duclair, une grange désaffectée prend feu : 17 sapeurs-pompiers mobilisés](#)



[Municipales 2026 : Dominique Taladun Chauvel présente sa liste « Yvetot Notre Ville »](#)



[Municipales 2026 : à Criquetot-sur-Ouville, Arnaud Thiollent présente sa liste et son programme](#)





[Municipales 2026 : Pauline Picard présente sa liste « Demain Duclair ensemble »](#)



Video

[Déchamps, Cibois... Découvrez la minute Municipales à Lillebonne](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Découvrez une sélection d'articles qui correspondent à vos intérêts en vous inscrivant gratuitement

[Je m'inscris](#) [Je me connecte](#)

Près de Fécamp. Prudent, le maire sortant de Toussaint brigue un second mandat sans promesses électorales

Matthias Chaventré

~4 minutes

À Toussaint, le maire sortant Régis Haingue brigue un second mandat. La seule liste de candidats du village mise sur la continuité, l'écoute et le dialogue face à une conjoncture difficile.



Une nouvelle équipe s'est mise en place autour de Régis Haingue (3e à gauche) pour cette nouvelle échéance municipale. - DR



Publié: 11 Mars 2026 à 11h54 Temps de lecture: 1 min

Maire de Toussaint depuis 2020, près de Fécamp, Régis Haingue brigue un second mandat, sans faire de promesses. « *Il faudra avancer selon les possibilités de notre budget.* » Car c'est dans « *une conjoncture délicate et difficile* » que l'unique liste de candidats toussaintais aux élections municipales 2026 se présente. « *Nous restons très inquiets sur les décisions à venir, autant sur le plan national qu'international.* »

Les projets en cours et les urgences

Alors, Régis Haingue entend poursuivre « *les projets en cours* » et faire face aux « *urgences qui se présenteraient* ». Autour de lui, une nouvelle équipe. Cinq conseillers actuels figurent sur la liste « Pour Toussaint », rejoints par dix nouvelles têtes. « *Cette nouvelle équipe comporte une diversité d'expériences au niveau professionnel, sportif, associatif dans une tranche d'âge entre 35 et 73 ans* », apprécie le maire sortant. Tous se disent décidés à servir les intérêts de la commune aux 700 habitants. En mettant en avant « *l'écoute, le dialogue, le partage d'idées* ».

Lire aussi



[À Fécamp, la restauration de l'ancien canot SNSM Onésime-Frébourg progresse grâce aux soutiens](#)



[Fécamp. Quand la mémoire s'embrace au théâtre Le Passage](#)

[avec « Une Histoire autrichienne »](#)



[Municipales 2026 à Saint-Léonard. Quels projets au sein de la liste menée par François Daudruy ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Fécamp](#)



Video

[Comment cette association de Fécamp offre des soins qui ne sont pas pris en charge par la Sécu](#)



[À Fécamp, la restauration de l'ancien canot SNSM Onésime-Frébourg progresse grâce aux soutiens](#)



[Fécamp. Quand la mémoire s'embrace au théâtre Le Passage avec « Une Histoire autrichienne »](#)



[Municipales 2026 à Saint-Léonard. Quels projets au sein de la liste menée par François Daudruy ?](#)





Video

[Municipales 2026 à Fécamp : trois listes en lice et une bataille qui s'annonce ouverte](#)



Video

[Municipales 2026. À Fécamp, trois candidats au poste de maire et à chacun sa méthode pour battre campagne](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026. Michel Rats, ancien maire de La Cerlangue, se représente

Suzelle Gaube

5–6 minutes

Michel Rats, maire de La Cerlangue de 2020 à 2024, se présente aux élections municipales 2026. Une candidature qui lui semblait évidente pour poursuivre les projets entamés au début du précédent mandat. Qu'il a dû interrompre après la démission d'une partie de son conseil. Face à lui, son ancien 1^{er} adjoint et maire sortant, Lionel Dehon.



Publié: 11 Mars 2026 à 11h09 Temps de lecture: 2 min

Il en avait l'envie : « [Quand vous perdez à une voix près...](#) Et qu'on vous dit – ce qui m'a fait plaisir : Michel, on croyait que tu allais repasser facilement, on n'est pas venu voter... », rapporte Michel Rats, [maire de La Cerlangue pendant seize ans jusqu'en 2024](#).

Année durant laquelle [une partie de son conseil municipal a démissionné](#), et notamment Lionel Dehon. Du nom de son 1^{er} adjoint devenu maire de la commune de 1 413 habitants après des élections municipales intégrales partielles en avril 2024. À 68 ans, Michel Rats a décidé d'être candidat aux élections municipales 2026. D'autant qu'il affirme avoir le soutien d'habitants : « Des gens sont venus me voir en disant : « Michel, il faut que tu reviennes ».

« Finaliser les projets que j'avais mis en place. »

Questionné sur le sujet, il assure pour autant « ne pas revenir dans un esprit de revanche », mais pour « finaliser les projets » déjà mis en place lors de sa mandature de 2020 à 2024.

« Depuis seize ans, on a développé la sécurité routière : il y a eu plusieurs accidents mortels sur la commune. Nous avons créé le comité des fêtes, remis en place le feu de la Saint-Jean. On a créé

[le Grand Prix cycliste](#). Il fallait faire de l'animation parce que c'est une commune qui a perdu ses commerces », développe Michel Rats.

Un projet d'agrandissement de la cantine

Il pense aussi au réaménagement du centre-bourg, avec la construction de la nouvelle mairie ainsi que la réalisation d'une fresque républicaine, le déplacement du monument aux morts, la création d'un parc. Il affirme avoir beaucoup travaillé avec l'école et vouloir continuer, avec « *un projet d'agrandissement de la cantine* ».

Développer le cabinet paramédical

Michel Rats souhaite également « *développer le cabinet paramédical* », installé dans un local communal où travaillent « *une orthophoniste, deux infirmières et une masseuse*. L'idéal serait l'installation d'un médecin généraliste et d'un kiné ». Cela permettrait de « *garder une population vieillissante qui en a besoin* ». Des projets qu'il compte mener avec des colistiers, âgés de 32 à 74 ans, faisant partie « *du monde du tertiaire, de l'industriel et agricole* », comme Jean-Michel Lair, l'un de ses fidèles avec Karine Mouton-Queval.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Autoroute A29. À Épretot près du Havre, un véhicule signalé à contresens](#)

[30 000 € ? 40 000 € ? 50 000 € ?... Combien sera vendue la tapisserie exceptionnelle du Havrais Raoul Dufy ?](#)

[Un menu gastro à 18€, le cri d'alarme du HAC dans une tribune, STB... Le point actu au Havre à 20 h](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales La Cerlangue \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[30 000 € ? 40 000 € ? 50 000 € ?... Combien sera vendue la tapisserie exceptionnelle du Havrais Raoul Dufy ?](#)



[Municipales 2026. Faute de successeur, ce maire de Seine-Maritime se présente une 9^e fois](#)



Video

[Municipales 2026 au Havre. Jeunesse et éducation : les propositions des sept candidats](#)



[Un menu gastro à 18€, le cri d'alarme du HAC dans une tribune, STB... Le point actu au Havre à 20 h](#)



[Grogne au lycée François-1er du Havre : l'académie de Normandie donne des réponses](#)



[2016-2026 : comment le collectif Helios est devenu une référence de la fête électro au Havre ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026. Faute de successeur, ce maire de Seine-Maritime se présente une 9e fois

Suzelle Gaube

5–6 minutes

Maire depuis 1977, Denis Merville se présente une nouvelle fois aux élections municipales 2026 à la mairie de Sainneville-sur-Seine. Une énième participation aux élections, en l'absence de candidats.



Publié: 12 Mars 2026 à 07h08 Temps de lecture: 2 min

Il n'avait pas forcément à l'esprit qu'il serait à nouveau candidat aux élections municipales 2026. Maire de [Sainneville-sur-Seine](#) depuis 1977, Denis Merville brigue un 9^e mandat. Une décision prise alors qu'il pensait qu'un de ses adjoints allait prendre le relais. Mais l'un des adjoints auquel il pensait a déménagé de la commune pour des raisons personnelles et l'autre adjointe ne se sentait pas la force de porter cette responsabilité, sortant tout juste de problème de santé. Par ailleurs, aucune liste ne s'est formée, indépendamment de l'équipe municipale actuelle.

« Ça me passionne toujours. »

Même s'il n'avait pas idée de se présenter initialement, ce n'est pas non plus une candidature à contrecœur, parce que « *ça (l)e passionne toujours* », lui qui ne s'est pas cantonné à sa fonction de maire durant ses dizaines d'années de participation à la chose publique. À 78 ans, il a un long parcours politique : collaborateur d'Antoine Rufenacht lors de sa première candidature à la mairie du Havre, conseiller départemental pendant trente-neuf ans, toujours président de l'association des maires de Seine-Maritime...

Passionné par la vie politique, en particulier la vie municipale,

Denis Merville a aussi été longuement engagé dans le milieu associatif, près de cinquante ans, notamment au sein du club de basket de Saint-Laurent-de-Brèvedent – commune dont il est natif.

Sécurité routière, cantine scolaire, isolation...

Son bilan 2020/2026 dans cette commune de 943 habitants ? « *Les travaux sur la RD34 qui traverse Sainneville pour améliorer la sécurité routière* », la réfection des trottoirs, la mise en souterrain des réseaux, l'installation d'« *un second feu récompense* ». Mais aussi le chantier du restaurant scolaire. Il pense également à la sécurité avec le développement de la vidéo protection ; les travaux d'isolation des bâtiments communaux qui permettent de faire des « *économies d'énergie* »...

Clôtures végétales, permanences médicales, vidéoprotection...

Aujourd'hui, il s'engage avec quinze colistiers, dont neuf font partie de l'équipe actuelle. Il propose un « *cadre de vie encore plus agréable* », avec « *par exemple des clôtures végétales et non métalliques* ». Denis Merville veut aussi continuer de s'engager dans le domaine de la santé : en plus d'un kiné et d'infirmières dans la commune, il souhaiterait créer « *des permanences médicales* », mais aussi « *développer des activités de prévention auprès de personnes âgées à travers le sport santé* », la création d'un « *parcours sportif* » près du city stade. En termes de sécurité, il compte « *étendre la vidéoprotection* » ou encore « *monter une réserve citoyenne* ».

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[30 000 € ? 40 000 € ? 50 000 € ?... Combien sera vendue la tapisserie exceptionnelle du Havrais Raoul Dufy ?](#)

[Un menu gastro à 18€, le cri d'alarme du HAC dans une tribune, STB... Le point actu au Havre à 20 h](#)

[Grogne au lycée François-1er du Havre : l'académie de Normandie donne des réponses](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Sainneville \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[30 000 € ? 40 000 € ? 50 000 € ?... Combien sera vendue la
tapisserie exceptionnelle du Havrais Raoul Dufy ?](#)



[Municipales 2026. Faute de successeur, ce maire de Seine-
Maritime se présente une 9^e fois](#)





Video

[Municipales 2026 au Havre. Jeunesse et éducation : les propositions des sept candidats](#)



[Un menu gastro à 18€, le cri d'alarme du HAC dans une tribune, STB... Le point actu au Havre à 20 h](#)



[Grogne au lycée François-1er du Havre : l'académie de Normandie donne des réponses](#)





[2016-2026 : comment le collectif Helios est devenu une référence de la fête électro au Havre ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026 à Aubermesnil-Beumais : Christophe Fresi présente "un programme axé sur les habitants"

~4 minutes

Après la maire sortante, un deuxième candidat se présente à la mairie d'Aubermesnil-Beumais (Seine-Maritime). Il s'agit du conseiller municipal Christophe Fresi.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)

Article réservé aux abonnés



La création d'une cour végétalisée dans l'école figure parmi les projets que souhaite réaliser Christophe Fresi à Aubermesnil-Beumais (Seine-Maritime). ©Les Informations dieppoises

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 11 mars 2026 à 12h02

« Nous ne sommes pas dans l'opposition, nous avons juste un **programme** et une vision différente », tient à signaler le candidat. À 57 ans, le **conseiller municipal** Christophe Fresi a monté avec quatre conseillers municipaux sortants la liste « Un nouvel élan pour notre commune » à [Aubermesnil-Beumais \(Seine-Maritime\)](#).

Christophe Fresi est directeur de projets dans un cabinet de maîtrise d'œuvre et vit dans la commune depuis 14 ans. Après sa première expérience au conseil municipal, il vise le fauteuil de maire, lui qui estime que ses camarades et lui-même « n'ont pas été assez entendus par la maire sortante ».

Un pôle de services

Sa liste compte 15 personnes âgées de 30 à 70 ans. Différents milieux professionnels sont représentés. Concernant leur programme, il s'articule autour de cinq thèmes : le cadre de vie, l'environnement et le patrimoine, les services et la proximité, la sécurité et la mobilité durable et, enfin, l'économie locale.

« Un programme axé sur les habitants », souligne l'actuel conseiller municipal. Parmi les priorités, l'équipe veut créer un pôle de services avec un cabinet médicalisé pour deux ou trois médecins ; un local associatif pour que les habitants puissent se retrouver et mener diverses activités : réparation de matériel, soutien scolaire aux enfants en difficulté, jeux de cartes...

Le bâtiment inclurait aussi une supérette autonome, qui regrouperait des produits alimentaires de première nécessité issus du circuit court. Enfin, une petite halle verrait le jour avec un marché quotidien de producteurs locaux.

En plus de ce pôle, le candidat aimerait améliorer l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite dans la commune et rénover les rues et les signalétiques.

Christophe Fresi veut, par ailleurs, mettre en place une boîte à idées pour que les habitants partagent leurs envies et que certaines puissent voir le jour.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Comme dans d'autres villages, la vidéoprotection est aussi envisagée. Enfin, le candidat et son équipe aimeraient créer une cour d'école végétalisée axée autour de la nature, des jeux et des découvertes.

L'élus précise que ce qu'il promet a été calculé et est donc réalisable, « tout en respectant les dépenses », conclut-il.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu.](#)

Prestations sociales des fonctionnaires de l'État : l'administration ouvre le débat pour une réforme sous contrainte budgétaire

Par Marie Malaterre

5-6 minutes

Le chantier autour de l'état des lieux de l'action sociale dans la fonction publique avance. Cette semaine s'est tenu un nouveau groupe de travail consacré à la thématique, axé, notamment, sur les compétences de la nouvelle formation spécialisée "Commission de l'action sociale" au sein du Conseil supérieur de la fonction publique d'État.

Pour rappel, fin janvier, la DRH de l'État avait annoncé, dans le cadre de cette première formation spécialisée, sa volonté de lancer un vaste état des lieux de l'action sociale à la fois ministérielle et interministérielle. En creux, l'ambition est de rationaliser l'usage des prestations en faisant la chasse aux doublons et ainsi de réaliser des économies.

Lire aussi : [Fonction publique : l'administration va lancer un grand état des lieux des prestations d'action sociale](#)

Une volonté qui ne date pas d'hier. Au printemps 2025, la DRH de l'État avait déjà présenté aux organisations syndicales un rapport formulant plusieurs propositions d'évolution de l'action sociale au sein de la fonction publique d'État. Si l'utilité de ces dispositifs qui couvrent des thématiques diverses que l'aide au logement, la garde d'enfants ou encore autour la restauration collective n'est aucunement remise en cause, l'administration estimait, après avoir enquêté notamment au sein des ministères, que l'action sociale y était une source de questionnements. Elle avançait alors plusieurs pistes d'évolution, notamment autour de l'élaboration d'une nouvelle définition partagée ou encore du renforcement de la dimension stratégique de la gouvernance de l'action sociale.

Une méthode contestée

Cette question de gouvernance a d'ailleurs fait l'objet d'échanges nourris entre l'administration et les organisations syndicales à travers la présentation d'un projet de document de cadrage sur les compétences et le fonctionnement de la formation spécialisée "Commission de l'action sociale" au sein du Conseil supérieur de la fonction publique d'État, [créée par décret](#) le 31 octobre 2025. Un document qui donne d'ores et déjà lieu à des points de friction. *"La formation spécialisée adopte une vision décloisonnée. Elle est censée embrasser les enjeux interministériels et ministériels, tout en respectant le travail effectué par chacun des ministères, expose l'administration. L'action sociale constitue un levier d'accompagnement des agents publics et un levier d'attractivité. Il convient de travailler de manière déterminée sur cette thématique, d'autant plus que le contexte budgétaire n'est pas aisé."* Selon les chiffres présentés par la DRH de l'État, les crédits de l'action sociale interministérielle baissent de près de 19,5 millions d'euros en 2026.

Du côté des organisations syndicales, des craintes s'expriment sur la capacité de cette nouvelle formation spécialisée à réellement embrasser son rôle, tandis que les nouvelles modalités de fonctionnement du comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État (CIAS) suscitent des interrogations.

Un enjeu de définition

Mais l'administration l'assure, il n'est pas prévu de réduire les moyens en termes de ressources humaines ni les missions du CIAS. *"L'action sociale semble fragilisée, mais pas seulement budgétairement. Elle n'est peut-être pas suffisamment efficace sur certains aspects, ni assez visible et connue par les bénéficiaires et autorités politiques"*, fait-elle valoir, en expliquant également que la nouvelle formation spécialisée permettra de questionner et de faire évoluer l'action sociale dans ses deux compartiments, à la fois ministériel et interministériel.

Avant de procéder à un état des lieux en bonne et due forme, la DGAFP propose également de mettre au clair ce qui relève véritablement de l'action sociale, en excluant du champ certaines activités comme celles relevant de la santé et de la sécurité au travail. Une définition commune qui permettrait d'obtenir *"une*

nomenclature budgétaire harmonisée”.

Face à ce constat, les organisations syndicales regrettent cette approche par un prisme budgétaire, et estiment que le cadre légal et réglementaire est clair. L'action sociale, collective ou individuelle, vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leur famille, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi que les aider à faire face à des situations difficiles. Le risque de travailler sur une nouvelle définition est, selon les OS, de brider ou limiter les thématiques mais aussi de reléguer au second plan l'historique des travaux menés au sein de chaque ministère.

Aides publiques : l'administration sommée d'appliquer les nouvelles obligations de transparence

Par *Philippine Ramognino*

5–7 minutes

Les aides accordées par l'État, les collectivités ou tout autre organisme public vont désormais faire l'objet d'une transparence accrue. Par une [circulaire](#) signée le 4 mars par le Premier ministre et adressée à l'ensemble des ministères, Sébastien Lecornu présente comment les administrations devront désormais rendre publiques les informations relatives aux aides dites "de faible montant" qu'elles allouent aux entreprises.

Des règles étaient déjà fixées à l'échelle européenne pour encadrer l'octroi des aides publiques aux entreprises. Mais entre 2023 et 2024, des évolutions ont été actées concernant plus particulièrement les aides dites "*de minimis*", à savoir les aides publiques inférieures aux montants fixés par l'Union européenne ([voir encadré](#)). La circulaire informe ainsi les administrations des nouvelles obligations de transparence applicables, afin de sécuriser juridiquement les aides octroyées par les autorités publiques et leurs opérateurs.

Lire aussi : [Lutte contre la fraude : les pouvoirs de l'administration et des inspections renforcés](#)

Concrètement, les États membres doivent justifier auprès de l'Union européenne les aides importantes que leurs administrations allouent en respectant une procédure stricte. Et, ce, en vertu du droit de la concurrence européen. Mais les aides dites de "faible montant" peuvent être accordées directement, sans qu'il soit nécessaire de le notifier à la Commission européenne. Néanmoins, *"la souplesse qu'offre cette catégorie juridique doit être mise en balance avec les exigences procédurales que les règlements de minimis introduisent à compter du 1^{er} janvier 2026 ou, pour l'agriculture, 2027"*, relate le Premier ministre, Sébastien Lecornu.

Un nouveau registre public national

La principale nouveauté présentée dans la circulaire interministérielle tient à l'obligation de tenir un registre public central national. Les ministères devront désormais y publier l'ensemble des aides publiques de faible montant octroyées, *“ce qui constitue une nouvelle obligation majeure par rapport à la période précédente”*, assure Matignon.

Pour tenir ce registre, le gouvernement a choisi la plateforme [Aides d'État](#). Un outil qui recensera donc désormais les informations concernant les bénéficiaires, le montant des aides, les dates auxquelles elles leur auront été octroyées ainsi que l'autorité publique qui en est à l'origine. Les administrations devront également préciser l'instrument d'aide et le secteur concernés, en s'appuyant sur la nomenclature statistique des activités économiques dans l'Union, dite *“Nace”*. Il sera néanmoins possible d'anonymiser certains bénéficiaires selon certaines situations.

Lire aussi : [L’“open data”, un enjeu de gouvernance qui nécessite de changer nos pratiques](#)

Elles disposeront pour ce faire d'un délai de vingt jours suivant le déclenchement de l'aide. Par la suite, les données partagées devront figurer durant dix ans dans le registre national. *“En vue de la publication dans le registre central, les intermédiaires financiers mettant en œuvre des régimes d'aides de minimis communiquent à l'autorité publique le montant total des aides de minimis qu'ils ont reçues sur une base trimestrielle, dans un délai de 10 jours à compter de la fin d'un trimestre donné”*, précise la circulaire. L'enjeu étant notamment d'assurer une plus grande transparence, les différents éléments devront être rendus publics sur data.economie.gouv.fr.

Risques légaux

La responsabilité de la création et l'organisation du fonctionnement du registre revient au gouvernement, mais les ministères sont individuellement mobilisés, pour veiller à leur respect et surtout diffuser les prescriptions au sein des services et établissements publics concernés. *“Il appartient à tout organisme chargé de l'octroi d'un financement public de s'assurer que l'ensemble de ces obligations est rempli”*, alerte ainsi Matignon.

Si les administrations ne respectent pas ces obligations, les aides

octroyées risqueront d'être considérées comme "illégal", et les parties prenantes s'exposeraient "à une procédure de récupération de l'aide indûment perçue".

Lire aussi : [En Nouvelle-Aquitaine, la région lie subventions publiques et transition écologique](#)

"En raison du plafond triennal applicable, le registre national ne se substituera aux obligations issues de la précédente réglementation qu'à l'issue d'une période transitoire de trois ans, précise toutefois Matignon, faisant référence à la [circulaire](#) jusqu'ici en vigueur, datée de 2015. Par conséquent, certaines obligations d'information issues de l'ancienne réglementation relatives aux aides de minimis demeurent applicables pendant cette période transitoire".

Les plafonds d'aides publiques dites "de minimis"

Selon la réglementation européenne relative aux aides considérées comme "à faible montant", les plafonds applicables, qui diffèrent selon les secteurs d'activité, sont les suivants :

- 300 000 euros pour les aides de minimis générales, sur une période de trois années glissantes
- 50 000 euros pour les aides en faveur du secteur de l'agriculture sur une période de trois années glissantes
- 30 000 euros pour les aides en faveur du secteur de la pêche et de l'aquaculture sur une période de trois exercices fiscaux
- 750 000 euros pour les aides en faveur des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général (SIEG), sur une période de trois années glissantes.

Le statut des fonctionnaires au menu de la « revue stratégique » sur l'avenir de la fonction publique

Bastien Scordia

11–14 minutes

Cet article vous est offert

Pour lire gratuitement cet article réservé aux abonnés, connectez-vous

[Se connecter](#)

Vous n'êtes pas inscrit sur Le Monde ?

[Inscrivez-vous gratuitement](#)

- [Politique](#)
- [Fonction publique](#)

Dans un contexte budgétaire tendu, les travaux lancés par le gouvernement doivent anticiper le vieillissement de la population, de nombreux départs à la retraite et les mutations numériques engendrées notamment par l'IA.

III Article réservé aux abonnés



Quatre-vingts ans après la création, en 1946, du premier statut des fonctionnaires, quel avenir pour la fonction publique ? Face à un monde en plein bouleversement (technologique, écologique, sociétal et géopolitique), le gouvernement veut ouvrir le débat. Le ministère de l'action et des comptes publics a détaillé, jeudi 12 mars, les contours de la « *revue stratégique* » qu'il mènera jusqu'à l'automne sur l'avenir de la fonction publique « *à horizon 2035-2050* ». Cet exercice prospectif associera les syndicats et les employeurs publics ainsi que des agents publics et des chercheurs. Objectif affiché par le ministre David Amiel : « *Se donner une trajectoire, regarder sans détour les transformations à venir et bâtir une fonction publique à la fois attractive et pleinement au rendez-vous des attentes des Français.* »

« *Préparer la fonction publique de demain et documenter des scénarios d'évolution possibles est un impératif au vu des transformations qui touchent le secteur public et qui sont amenées à s'accroître* », abonde le directeur général de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), Boris Melmoux-Eude. « *Nous sommes à un moment charnière, d'où la nécessité de penser au temps long pour voir comment la fonction publique, à moyen terme, peut être en capacité de continuer à remplir ses missions et assurer un service public efficace* », ajoute-t-il, en référence notamment aux projections démographiques.

Ces projections laissent en effet entrevoir un vieillissement progressif de la population et de nombreux départs à la retraite d'agents publics. Une équation qui soulève de lourds enjeux de renouvellement des générations, dans un contexte déjà marqué par une crise d'attractivité du secteur public et de concurrence avec le privé. A cela s'ajoutent la transformation numérique, le développement de l'IA et leurs impacts sur l'organisation du travail, explique le ministère, qui ne nie pas non plus le « *grand enjeu* » de la soutenabilité budgétaire, dont la prégnance ne semble pas près de s'atténuer.

Statut questionné

Dans ce contexte, le ministère de la fonction publique compte mettre plusieurs thématiques sur la table, à commencer par le cadre d'emploi des agents publics et le sujet sensible du statut. Un totem pour les syndicats, ce qui laisse entrevoir de vifs échanges. « *Faudra-t-il encore des fonctionnaires sous statut pour assurer les missions de service public ? Le statut reste-t-il une condition de la*

résilience de la fonction publique ? Comment garantir sa pertinence sur la durée ? », interroge en effet le ministère dans un document de présentation de sa « revue stratégique ».

Anticipant déjà des critiques syndicales, la DGAFFP dit avoir « posé les questions de façon très ouverte, sans a priori, afin que chacun puisse se positionner ». « Notre approche se veut pragmatique tout en revenant aux fondamentaux de la création du statut, assure son directeur. Il est vu comme protecteur pour les agents mais il est aussi et surtout gage de continuité du service public. »

La pertinence du statut de fonctionnaire comme levier d'attractivité est pourtant régulièrement interrogée. La garantie de l'emploi promise par ce statut perd de plus en plus son pouvoir d'attraction, notamment chez les jeunes. D'où la nécessité désormais, selon l'administration, de s'interroger sur les voies de recrutement, sur la logique de carrières, sur les mobilités mais aussi sur la coexistence entre fonctionnaires et contractuels, ces derniers étant de plus en plus nombreux dans le secteur public.

Un sujet de la présidentielle ?

Pour le ministère, la structuration même de la fonction publique en trois versants (Etat, territorial, hospitalière) doit aussi pouvoir être questionnée. *« Faudra-t-il maintenir l'unicité de la fonction publique ? Quel doit en être le socle commun ? Comment donner plus de marge de manœuvre aux employeurs publics pour tenir compte de la diversité des environnements professionnels et des métiers ? », interroge-t-il. Des questionnements eux aussi très sensibles. Si cette « revue stratégique » traitera également des « aspirations individuelles » des agents, la question des rémunérations et des carrières ne fait pas pour autant partie des thématiques de discussion retenues. Le chantier sera néanmoins évoqué en parallèle dans le cadre d'un cycle d'échanges spécifique qui débutera fin mars.*

La restitution des travaux de la « revue stratégique » est prévue quant à elle en octobre pour le 80^e anniversaire du « statut ». Un statut qui, à n'en pas douter, sera aussi questionné six mois plus tard lors de l'élection présidentielle. *« L'idée c'est d'alimenter le débat public avec des constats factuels puis de faire des propositions aux décideurs publics, explique Boris Melmoux-Eude. Vu son importance, il est important que le sujet puisse être appréhendé dans sa complexité pour avoir un débat dans de*

bonnes conditions. » Un vœu pieux ? Comme à chaque campagne présidentielle, la fonction publique risque en effet, une fois encore, d'être l'objet de nombreuses surenchères.

[Bastien Scordia](#)

[Réutiliser ce contenu](#)

Vous pouvez lire *Le Monde* sur un seul appareil à la fois

Ce message s'affichera sur l'autre appareil.

[Ajouter un compte](#) [Découvrir l'offre Famille](#) [Découvrir les offres multicomptes](#)

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

En cliquant sur « » et en vous assurant que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui est l'autre personne ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous utilisez ce compte à plusieurs, [créez un compte pour votre proche](#) (inclus dans votre abonnement). Puis connectez-vous chacun avec vos identifiants. Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ces identifiants ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous êtes bénéficiaire de l'abonnement, connectez-vous avec vos identifiants. Si vous êtes 3 ou plus à utiliser l'abonnement, [passez à l'offre Famille](#). Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ces identifiants ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous êtes bénéficiaire de l'abonnement, connectez-vous avec vos identifiants. Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ce compte ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous utilisez ce compte à plusieurs, [passez à une offre multicomptes](#) pour faire profiter vos proches de votre abonnement avec leur propre compte. Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ce compte ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

En cliquant sur « » et en vous assurant que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Vous ignorez qui est l'autre personne ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

Lecture restreinte

Votre abonnement n'autorise pas la lecture de cet article

Pour plus d'informations, merci de contacter notre service commercial.